

NATIONS



UNIES

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
DES PAYS INSUFFISAMMENT DEVELOPPES**

**FONDS SPECIAL DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**Rapport établi en application de la résolution 822 (IX)
de l'Assemblée générale**

ASSEMBLEE GENERALE

**DOCUMENTS OFFICIELS : DIXIEME SESSION
SUPPLEMENT No 17 (A/2906)**

NEW-YORK, 1955

NATIONS UNIES

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
DES PAYS INSUFFISAMMENT DEVELOPPES**

**FONDS SPECIAL DES NATIONS UNIES
POUR
LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**Rapport établi en application de la résolution 822 (IX)
de l'Assemblée générale**



**ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : DIXIEME SESSION
SUPPLEMENT No 17 (A/2906)**

New-York, 1955

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

LETTRE D'ENVOI

Monsieur le Secrétaire général,

L'Assemblée générale m'a fait l'honneur de proroger d'une année le mandat qu'elle avait bien voulu me confier au sujet de l'établissement d'un Fonds spécial des Nations Unies, dont la constitution permettrait de financer les investissements d'infrastructure dans les pays insuffisamment développés et viendrait ainsi très heureusement compléter et renforcer l'œuvre entreprise dans ce domaine par l'Organisation des Nations Unies.

Aux termes de sa résolution 822 (IX), l'Assemblée générale m'a particulièrement chargé de rédiger, avec l'aide d'un groupe d'experts, un rapport donnant un tableau complet et précis de la forme ou des formes, des fonctions et des responsabilités que pourrait avoir un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique et spécialement des méthodes qui permettraient d'intégrer les opérations du Fonds aux plans de développement des pays bénéficiaires de son assistance.

Je tiens à vous remercier de l'aide précieuse que vous avez bien voulu m'assurer dans la désignation des experts.

Ce fut un réel plaisir pour moi de travailler pendant trois semaines à New-York, en étroite communauté d'idées, avec MM. Abbink, Hamid, Madan, sir Francis Mudie, MM. Oudiette, Popovic, Schneider et Tinbergen; je tiens à rendre hommage à l'éminente collaboration qu'ils ont bien voulu m'apporter.

Comme nous nous sommes trouvés d'accord sur la plupart des questions que nous avons étudiées ensemble, j'ai demandé aux experts de bien vouloir s'associer à moi dans la présentation du présent rapport qui m'avait été demandé par l'Assemblée générale. L'unanimité qui a été réalisée entre nous ainsi que l'autorité des experts que j'ai consultés donnent infiniment plus de poids aux recommandations que nous sommes amenés à faire à l'Assemblée générale que si celles-ci étaient le résultat d'un travail personnel.

Je ne manquerai pas de faire part ultérieurement au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale des résultats des visites que je me propose d'effectuer dans diverses capitales et des modifications que je pourrais constater dans l'attitude des gouvernements à l'égard du projet du Fonds spécial, que l'Assemblée générale a unanimement exprimé l'espoir de voir se constituer dès que faire se pourra.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de mes sentiments de très haute considération.

(Signé) Raymond SCHEYVEN

Bruxelles, le 23 mai 1955

LISTE DES MEMBRES DU COMITE D'EXPERTS

Président:

M. Raymond SCHEYVEN,
Membre de la Chambre des Représentants de Belgique,
Ancien Président du Conseil économique et social des Nations Unies (1953).

Membres:

M. John ABBINK,
Conseiller du commerce extérieur, Etats-Unis ;

M. A. Nazmy Abdel HAMID,
Sous-Gouverneur de la Banque nationale d'Egypte ;

M. B. K. MADAN,
Conseiller économique auprès de la Reserve Bank of India,
Ancien Administrateur du Fonds monétaire international et Administrateur
suppléant de la Banque internationale pour la reconstruction et le développe-
ment ;

Sir Francis MUDIE,
Ancien chef de la Mission économique britannique en Yougoslavie ;

M. Jacques OUDIETTE,
Directeur de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie, Paris ;

M. Nenađ POPOVIC,
Vice-Gouverneur de la Banque centrale de la République populaire fédérative
de Yougoslavie,
Ancien Administrateur du Fonds monétaire international et ancien Administra-
teur suppléant de la Banque internationale pour la reconstruction et le déve-
lopement ;

M. Jorge SCHNEIDER,
Directeur du Bureau de New-York de la Corporación de Fomento de la Pro-
ducción du Chili,
Ancien Administrateur suppléant de la Banque internationale pour la recons-
truction et le développement ;

Prof. Jan TINBERGEN,
Professeur d'économétrie à l'Ecole des hautes études économiques des Pays-Bas,
Directeur du Plan, La Haye.

TABLE DES MATIERES

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
Ier Introduction	1
II Rôle d'un Fonds spécial dans le développement des pays sous-développés	3
III Ressources du Fonds spécial	5
IV Dons et prêts	8
V L'intégration des activités du Fonds spécial aux plans de développement des pays assistés	12
VI Structure du Fonds spécial	14
VII Conclusions	18

INTRODUCTION

1. C'est la résolution 822 (IX) adoptée par l'Assemblée générale en sa 501^{ème} séance plénière, le 11 décembre 1954¹, qui a fixé la tâche de notre Comité d'experts.

"L'Assemblée générale ...

"Prie M. Scheyven de rédiger, avec l'aide du Secrétaire général et d'un groupe spécial d'experts choisis par ce dernier de concert avec M. Scheyven, et sur la base de consultations avec le Bureau de l'assistance technique et les institutions spécialisées intéressées ainsi que du rapport du Comité des Neuf et des observations des gouvernements, un autre rapport donnant un tableau complet et précis de la forme ou des formes, des fonctions et des responsabilités que pourrait avoir un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique et spécialement des méthodes qui permettraient d'intégrer les opérations du Fonds aux plans de développement des pays bénéficiaires de son assistance. Ce rapport devrait également contenir une étude des relations du travail dudit Fonds avec le Bureau de l'assistance technique, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et autres institutions spécialisées intéressées, les commissions économiques régionales des Nations Unies et les programmes actuels dans le domaine du développement économique ..."

2. Nous tenons à remercier l'Assemblée générale de la confiance qu'elle a bien voulu nous témoigner; nous nous sommes efforcés d'y répondre de notre mieux. Notre Comité s'est réuni à New-York, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 7 au 25 mars 1955. Nous avons consacré la première semaine de nos travaux à l'examen du problème qui nous était soumis, la seconde semaine, aux conversations avec les représentants du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, de la Banque internationale, du Bureau de l'assistance technique, et la troisième semaine, à la rédaction du présent rapport.

3. Nous avons particulièrement apprécié la collaboration qu'a bien voulu nous apporter, en toutes circonstances, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et les contacts que nous avons eu le privilège d'avoir successivement avec le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales, le Sous-Secrétaire adjoint aux affaires économiques et sociales, le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique, le Directeur général de l'Administration de l'assistance technique, le Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, et le Directeur du service de l'assistance technique et de liaison de la Banque internationale.

Nous remercions bien vivement les membres du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies qui ont assuré le secrétariat de notre Comité, de la compétence et du dévouement dont ils ont témoigné dans l'accomplissement de leur tâche.

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, neuvième session, Supplément No 21*, p. 11 et 12.

4. Le rapport du Comité des Neuf² a été l'objet de toute notre attention. Nous tenons à rendre hommage à nos prédécesseurs dont le travail a considérablement facilité notre tâche. Si nous avons cru pouvoir préciser ou modifier certaines de leurs conclusions, c'est parce que notre tâche consistait précisément à revoir leur travail à la lumière des observations présentées par les gouvernements et des renseignements recueillis par M. Raymond Scheyven au cours des visites qu'il a effectuées, l'année passée, dans diverses capitales.

5. Nous ne pouvons que nous féliciter de l'atmosphère de cordialité et de compréhension qui a présidé à nos délibérations et qui nous a permis d'arriver à des conclusions unanimes sur la plupart des questions. C'est la raison pour laquelle nous avons pensé pouvoir présenter au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale un rapport commun en laissant à M. Raymond Scheyven, conformément au mandat qui lui a été confié, le soin de présenter éventuellement ses conclusions personnelles, à la suite et à la lumière de nos travaux, des visites qu'il se propose d'effectuer dans différentes capitales et des modifications qu'il pourrait constater dans l'attitude des gouvernements à l'égard du projet de Fonds spécial.

6. Nous avons entrepris notre étude dans un esprit réaliste. Nous connaissons l'intérêt que témoignent, depuis plusieurs années, les Nations Unies pour la constitution du Fonds spécial dans le plus bref délai possible. Nous n'ignorons rien non plus des difficultés qui se sont présentées, et se présentent encore à l'heure actuelle, pour réunir les moyens financiers indispensables à son action. Enfin, nous savons combien est désirable une étroite coordination entre les organisations internationales existantes et combien grande est l'hostilité des gouvernements à l'égard de toute constitution d'une "nouvelle bureaucratie internationale"³. Ces trois ordres de considérations nous ont constamment guidés dans nos travaux.

7. Il faut assurer, au plus tôt, le développement économique et social de nombreuses régions du monde qui sont encore déshéritées. Dans ces régions, un grand nombre d'êtres humains ne mangent pas à leur faim, sont atteints de maladies dont les progrès de la science pourraient aisément les préserver ou les guérir et vivent, le plus souvent, dans des taudis.

Conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies, le premier devoir est d'assurer à ces populations des conditions de vie décente, dignes de la personne humaine. L'augmentation constante de la population dans le monde fait en sorte que ce problème, déjà grave aujourd'hui, deviendra angoissant demain. L'inégalité dans la répartition du revenu mon-

² Rapport sur un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, publication des Nations Unies, numéro de vente: 1953.II.B.1.

³ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, neuvième session, Supplément No 19*, chap. IV, sect. 4..

dial présente un élément d'instabilité dont il ne faut pas sous-estimer les dangers. Enfin, la mise en valeur des pays insuffisamment développés assurerait de nouvelles sources d'approvisionnement en matières premières et constituerait de nouveaux marchés d'exportation, favorisant ainsi le développement économique mondial.

8. L'importance de ces problèmes n'a pas échappé à l'attention des pays développés qui se sont efforcés depuis longtemps, et s'efforcent encore aujourd'hui, de diverses façons, de lutter contre la misère et d'augmenter le niveau de vie dans les pays sous-développés.

Mais de nombreux pays industrialisés se sont engagés depuis quelques années dans un effort d'armement auquel ils consacrent une partie importante de leur revenu national. C'est la raison pour laquelle, en souscrivant à l'engagement solennel [résolution 724 (VIII) de l'Assemblée générale]⁴ de contribuer à un fonds international, créé dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, afin d'aider au développement et à la reconstruction des pays insuffisamment développés, ces pays ont été amenés à subordonner leur participation à l'accomplissement de progrès suffisants dans la voie du désarmement mondial sous contrôle international.

Toutefois, depuis le vote intervenu à ce sujet, le 7 décembre 1953, à l'Assemblée générale, certains gouvernements ont exprimé l'idée qu'il était regrettable de subordonner la création du Fonds spécial à une réduction générale des dépenses d'armement sous contrôle international. Ils estiment que le développement économique des pays insuffisamment développés pose un problème si urgent que sa solution serait de nature à contribuer à la détente internationale et à assurer une paix durable. Déjà, certains d'entre eux ont fixé le montant de leur contribution et se sont déclarés prêts à la verser immédiatement au Fonds. Il pourrait paraître, dès lors, regrettable que, faute d'institution adéquate, ces sommes ne puissent être utilisées immédiatement à la mise en valeur des pays insuffisamment développés, alors que la solution de ce problème se présente de façon si urgente.

9. Enfin, nous avons conscience que l'établissement d'un Fonds spécial devrait promouvoir la coordination entre les organisations internationales existantes et ne pas donner inutilement naissance à une nouvelle bureaucratie internationale. La résolution de l'Assemblée générale qui nous a confié notre mission a attiré particulièrement notre attention sur ce point et cette préoccupation

⁴ Cette déclaration est ainsi libellée :

"Nous, gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, voulant favoriser le relèvement des niveaux de vie et l'instauration de conditions propres à assurer le développement économique et le progrès social, nous déclarons prêts à demander à nos peuples, lorsque des progrès suffisants auront été accomplis dans la voie du désarmement mondial sous contrôle international, de verser à un fonds international créé dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies une partie des économies qu'aura permis de réaliser ce désarmement, afin d'aider au développement et à la reconstruction des pays insuffisamment développés" (*Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément No 17, p. 10*).

de l'Assemblée se reflète également dans les commentaires des gouvernements au sujet du rapport du Comité des Neuf. Ce souci des Nations Unies et des gouvernements était déjà celui de nos prédécesseurs qui, au paragraphe 22 de leur rapport, s'exprimaient ainsi : "Si le Fonds devient une institution des Nations Unies, sa principale fonction sera de faire en sorte que chaque dollar déboursé par le Fonds contribue au maximum au développement économique".

Telle fut également notre constante préoccupation. Dans le projet de structure que nous présentons à l'Assemblée générale, la nouvelle administration est réduite au strict minimum et la coordination entre les organisations internationales existantes est assurée tant dans le Conseil d'administration que dans le Comité conjoint. Ainsi, aussitôt que l'Assemblée générale estimera que les circonstances le permettent, serait-il possible pour le Fonds spécial de commencer ses activités.

10. *Plan du rapport.* — Au cours de nos délibérations, nous avons essayé de déterminer, aussi exactement que possible, quelle serait la mission du Fonds spécial dans le financement de la mise en valeur des pays insuffisamment développés, afin que son action ne fasse pas double emploi avec celle des autres institutions financières internationales déjà existantes et ne soit pas de nature à gêner leur action. C'est l'objet du chapitre II.

Le montant dont le Fonds spécial devrait pouvoir disposer pour commencer ses activités, a également retenu notre attention. En effet, ce point a été souvent débattu à l'Assemblée générale, entre ceux qui estimaient que le chiffre de 250 millions de dollars, recommandé par le Comité des neuf experts dans leur rapport⁵, représentait un montant trop important, et ceux qui, au contraire, l'estimaient insuffisant. Le chapitre III contient nos observations à ce sujet.

De même, le Comité des Neuf avait longuement discuté de l'opportunité, pour le Fonds spécial, d'assurer le financement de la mise en valeur des pays insuffisamment développés par l'octroi de dons seulement, ou également par l'octroi de prêts à faible intérêt et à long terme. Nous avons également abordé cette question au cours de nos discussions et, plus particulièrement, lors de nos conversations avec les représentants de la Banque internationale. C'est l'objet du chapitre IV.

Conformément aux termes de la résolution 822 (IX) de l'Assemblée générale, notre étude a été principalement consacrée aux méthodes permettant d'intégrer les opérations du Fonds aux plans de développement des pays bénéficiaires de son assistance et à la fixation de la forme ou des formes du Fonds spécial et de ses relations de travail avec les institutions internationales existantes. Ces deux questions font l'objet des chapitres V et VI de ce rapport.

Enfin, le chapitre VII présente, sous forme de conclusions, nos principales recommandations.

⁵ *Rapport sur un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, op. cit., p. 7.*

⁶ *Ibid., p. 15, par. 55 et 56.*

Chapitre II

ROLE D'UN FONDS SPECIAL DANS LE DEVELOPPEMENT DES PAYS SOUS-DEVELOPPES

11. Le rôle du Fonds spécial ne saurait être celui d'une vaste organisation de charité internationale analogue à l'Administration des Nations Unies pour le secours et la reconstruction après la dernière guerre. Il ne s'agit pas de distribuer gratuitement des biens de consommation et les pays sous-développés ne demandent pas "l'aumône". Ce n'est pas ainsi qu'ils pourraient donner à leurs problèmes une solution durable et sûre. La seule solution véritable consiste à élever leur revenu national, c'est-à-dire à augmenter leur production. Or, on ne peut obtenir ce résultat qu'en améliorant les méthodes de production, ce qui exige à la fois l'éducation des populations — pour accroître la compétence technique, l'aptitude à la gestion et la compétence administrative — et le développement de l'appareil de production.

L'éducation des populations et la création d'un équipement moderne exigent d'importants capitaux. Ces capitaux devraient, en principe, provenir de l'épargne si celle-ci n'était pas si faible dans les pays sous-développés. Le progrès économique de tout pays livré à lui-même dépend, en effet, essentiellement de ses ressources intérieures et de leur utilisation intégrale et efficace. Mais, si les pays sous-développés, du point de vue économique, se trouvent dans une situation difficile, c'est non seulement parce que leurs ressources nationales en capitaux et en connaissances techniques n'ont pas été entièrement mobilisées, mais surtout parce que ces ressources sont insuffisantes. Les pays sous-développés se trouvent dans un cercle vicieux : leur épargne est faible parce que leurs revenus sont peu élevés et leurs revenus n'augmenteront pas tant qu'ils n'auront pas une épargne plus importante à investir dans l'appareil de production. Dès lors, sans un apport suffisant de capitaux étrangers, les pays sous-développés ne sont pas en mesure d'accroître d'eux-mêmes sensiblement leurs revenus et l'écart que l'on constate actuellement entre les niveaux de vie des pays riches et ceux des pays pauvres continuera d'augmenter. Or, comme nous venons de l'indiquer dans l'introduction de ce rapport, il nous faut notamment chercher à établir un certain équilibre entre les niveaux de vie des peuples, ceci afin de diminuer les tensions. De grands écarts entre les revenus des membres d'une même collectivité contribuent à l'instabilité politique ; c'est pourquoi l'un des buts essentiels d'une politique de paix internationale, dont le Fonds spécial sera l'un des instruments, devrait être de réduire l'écart croissant entre les niveaux de vie des divers pays.

12. On ne pourra remédier à cette disparité que si l'on considère le processus de développement comme un problème international dont la solution exige un effort commun, ce qui implique que les ressources des pays riches soient utilisées pour compléter l'épargne des régions sous-développées. En aidant celles-ci, on leur permettrait de hâter la réalisation de leurs programmes d'investissements ; et la mesure dans laquelle elles pour-

ront le faire dépend étroitement de la forme et du montant de l'aide extérieure qui leur sera offerte. Or, il existe, en ce domaine, un besoin réel d'un financement supplémentaire qui devrait être accordé dans des conditions différentes de celles qu'offrent les détenteurs de capitaux privés ou la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Ce financement supplémentaire devrait servir à constituer dans les pays insuffisamment développés, ce qu'on appelle "l'infrastructure économique-sociale" sur laquelle repose l'appareil de production proprement dit. Cette "infrastructure" peut être définie comme un ensemble de réalisations fondamentales qui sont indispensables pour assurer une production effective ; elle consiste notamment en un minimum de routes, de centrales électriques, d'écoles, d'hôpitaux, d'habitations et d'édifices publics. L'expérience démontre que c'est seulement lorsque cette base est établie que la production peut se développer harmonieusement et que l'initiative privée peut jouer entièrement son rôle.

Ce financement supplémentaire ne peut être assuré que par des capitaux publics et, dans une grande mesure, qu'au moyen de subventions. Ceci est d'ailleurs conforme à la politique financière nationale qui est suivie dans presque tous les pays : des sommes importantes sont continuellement engagées en investissements de cette nature et l'on peut souvent constater que, dans un pays, une région finance le développement d'une autre région lorsque cette méthode sert l'intérêt commun. Du point de vue international, rien n'exige que ce transfert de ressources financières s'arrête aux frontières politiques. C'est dans ce domaine que le Fonds spécial jouerait un rôle indispensable en venant compléter celui qu'assument déjà d'autres institutions qui opèrent sur le plan international⁷.

13. On établit habituellement parmi les investissements, comme ceux que comporte la constitution de l'infrastructure, des distinctions souvent, d'ailleurs, plus théoriques que réelles : les uns sont d'ordre social car ils assurent l'éducation, la santé et le bien-être de la population⁸ ; les autres sont d'ordre économique parce qu'ils tendent plus directement à assurer le développement économique d'une région. Certains portent sur des projets rentables, c'est-à-dire dont on peut retirer des bénéfices suffisants et dans un délai tel que leur financement puisse être assuré par des emprunts commerciaux ou par le capital privé ; d'autres portent sur des projets qui, sans être rentables, sont néanmoins un élément

⁷ Ces transferts ne devraient d'ailleurs pas être limités aux relations entre pays industrialisés et pays sous-développés ; on peut les concevoir aussi dans les rapports de ces deux catégories de pays entre eux.

⁸ Dans certains cas, la forme la plus souhaitable de développement pourrait être fonction des mouvements migratoires. Aussi l'une des tâches du Fonds spécial pourrait-elle être de créer des conditions favorables au transfert et à l'établissement des excédents de population.

indispensable de l'infrastructure. Dans cette dernière catégorie rentrent notamment les routes, les écoles, les hôpitaux et d'autres installations qui viennent augmenter le potentiel productif du pays mais qui ne peuvent pas, en général, être exploités de manière à assurer, dans un délai raisonnable, un bénéfice financier.

Ce serait une erreur, selon nous, de considérer que le Fonds spécial aurait pour objet essentiel de financer les investissements d'infrastructure d'ordre social et non ceux d'ordre économique. Pour assurer le développement d'un pays, il peut être, dans certains cas, plus immédiatement nécessaire d'y construire des centrales électriques et des chemins de fer que des écoles et des hôpitaux.

Il serait également erroné de croire que la mission du Fonds serait essentiellement d'assurer les investissements non rentables et, en aucune manière, les investissements susceptibles d'être rentables. Du point de vue de l'économie générale, à condition qu'ils ne soient pas inutilement somptuaires et qu'ils s'intègrent dans un programme cohérent de développement, tous les investissements d'infrastructure, qu'ils soient sociaux ou économiques, sont rentables, directement ou indirectement, puisque tous contribuent à la mise en valeur de l'économie, à court terme ou à longue échéance. Ainsi, la construction d'hôpitaux et d'écoles mettra à la disposition d'un pays une main-d'œuvre plus saine et plus qualifiée, ce qui ne manquera pas d'influencer favorablement sa productivité.

Au sens financier du terme, seuls les investissements "rentables", c'est-à-dire ceux qui produisent un revenu financier permettant de rémunérer le capital investi dans un délai normal, sont susceptibles d'attirer le capital privé ou d'être financés par des emprunts commerciaux. Mais l'infrastructure peut comprendre des projets normalement rentables, tels que les centrales électriques, dont le financement ne pourrait être assuré ni par le capital privé ni par des crédits commerciaux, notamment en raison des difficultés ultérieures de transfert que peuvent comporter ces méthodes de financement. Dans ce cas, l'une des fonctions du Fonds spécial serait d'apporter une solution à ces difficultés, soit par une subvention, soit par un prêt remboursable en monnaie locale, comme nous l'expliquerons au chapitre IV de ce rapport⁹.

En résumé, le Fonds spécial sera appelé à financer dans les pays insuffisamment développés tout investissement, qu'il soit d'ordre social ou économique, qui relève d'un programme cohérent dont l'exécution est de nature à augmenter au maximum possible le revenu national, et qui ne peut être entièrement financé ni par le capital

privé, ni par la Banque internationale ou autres institutions de crédit.

14. En s'acquittant de cette tâche, le Fonds spécial serait en mesure d'amorcer ou de promouvoir des processus de développement qui ne pourraient être assurés autrement. Son action serait comparable à celle du plan Marshall de relèvement des pays d'Europe dévastés par la guerre. Ce programme de reconstruction a connu un succès complet. Il présentait toutes les caractéristiques des activités énumérées ci-dessus. Il a brisé le cercle vicieux de faible production et de faibles investissements qui menaçait l'Europe par suite des ravages de la guerre. Il reposait principalement sur l'octroi de subventions, car on savait parfaitement que la situation de la balance des paiements ne permettrait pas, avant longtemps, de rembourser les emprunts. Il a permis aux pays européens de restaurer les éléments les plus essentiels de leur équipement productif, notamment les routes, les centrales électriques et certains bâtiments. Cependant, l'aide des Etats-Unis n'a représenté, en ce qui concerne les investissements nécessaires, qu'un complément à la contribution propre des pays intéressés. Le relèvement de la production et du revenu des pays de l'Europe occidentale a prouvé que ces investissements étaient économiquement rationnels et qu'ils ont contribué à rétablir la stabilité politique des pays intéressés.

Il est vrai que, dans le cas de l'Europe, il s'agissait d'un processus de reconstruction plutôt que de développement. Il est vrai aussi que cette assistance fut limitée dans le temps, tandis que la mise en valeur des pays insuffisamment développés représente une œuvre de longue haleine. Mais si on a jugé nécessaire d'assurer le relèvement de la production de l'Europe par une aide extérieure, cette assistance serait à fortiori plus nécessaire dans le cas des pays sous-développés. L'expérience du plan Marshall indique la voie à suivre. Devant les dangers de l'inaction pour la stabilité politique internationale, il serait particulièrement regrettable de ne pas s'inspirer de cette expérience.

⁹ Nous avons eu connaissance d'un cas particulièrement typique à cet égard :

Il nous a été dit qu'une institution financière, particulièrement spécialisée dans l'aide aux pays sous-développés, avait accordé des emprunts à un pays d'Asie pour financer quatre projets mais s'était refusée à en financer un cinquième. Ce n'était pas que ce dernier fût moins important que les quatre premiers ; il l'était tout autant. Ce n'était pas non plus qu'il ne fût point financièrement rentable ; il l'était autant que les autres. Mais, cette institution estimait ne pouvoir accorder ce cinquième emprunt en raison de la situation économique du pays demandeur et de la position de sa balance des paiements, qui ne lui auraient pas permis de rembourser le dernier emprunt dans un délai raisonnable. Ce cinquième projet, quoique rentable, serait, dès lors, du ressort du Fonds spécial qui assurerait son financement, soit par une subvention, soit, plus probablement, par un prêt remboursable en monnaie locale.

Chapitre III

RESSOURCES DU FONDS SPECIAL

15. Nous avons examiné les questions relatives aux ressources du Fonds spécial sous leurs deux principaux aspects: d'abord, la nature des contributions qui devraient lui être versées par chacun des Etats participants et, ensuite, le montant dont le Fonds devrait pouvoir disposer ainsi que le nombre d'Etats qui devraient accepter d'y contribuer, afin de lui permettre de commencer ses activités.

Comme pour bien d'autres questions, le rapport du Comité des Neuf a constitué le point de départ de notre examen.

16. Nos prédécesseurs avaient proposé, à ce sujet, quatre ordres de recommandations:

a) Les contributions des Etats au Fonds spécial seraient volontaires; elles consisteraient, plutôt qu'en des versements en capital, en des contributions périodiques que les Etats mettraient à la disposition du Fonds pour lui permettre de remplir sa mission.

b) Les Etats fixeraient le montant de leurs contributions en fonction des ressources dont ils pourraient disposer; ils recourraient, à cet effet, à un certain nombre de critères portant sur leur puissance économique et leurs ressources, compte tenu des économies résultant d'une réduction des dépenses d'armement. Dans cette estimation, ils tiendraient compte de deux éléments essentiels: leur revenu national tant global que par habitant. Les engagements pris, en dehors du Fonds spécial, en faveur du développement économique des pays insuffisamment développés, seraient pris en considération.

c) Les contributions seraient versées en monnaies nationales, qui ne seraient convertibles en d'autres monnaies qu'avec l'autorisation du pays participant. En général, la contribution d'un Etat servirait à l'achat, à l'intérieur de ses frontières, de tous biens et services qui se puissent acheter sur son marché; toutefois, s'ils invoquaient une raison valable, les Etats seraient autorisés à limiter éventuellement l'usage de leurs contributions à l'achat de biens et services déterminés.

d) Le Fonds serait constitué lorsque trente Etats au moins s'engageraient à lui verser une somme minimum correspondant à 250 millions de dollars.

17. Il serait évidemment souhaitable que le Fonds puisse disposer dès l'abord de ressources suffisantes pour une période assez longue. Le Fonds serait alors en mesure de faire des projets à long terme et les pays bénéficiaires de son assistance connaîtraient l'importance approximative de l'aide qui pourrait leur être apportée.

C'est à juste titre pourtant que nos prédécesseurs ont fait valoir que cela ne serait pas sans présenter des inconvénients:

Les Etats, connaissant provisoirement des difficultés financières et économiques, pourraient hésiter à s'engager à verser des capitaux importants, alors qu'il leur serait possible d'effectuer des versements périodiques.

Des sommes importantes risqueraient d'être bloquées

avant l'époque probable de leur utilisation, ce qui, tout en créant inutilement des difficultés d'ordre budgétaire aux Etats participants, pourrait laisser croire que c'est l'absence de besoins ou de projets à financer qui est à l'origine de la non-utilisation immédiate des ressources du Fonds.

Les pays insuffisamment développés pourraient se voir ainsi privés d'une aide économique qui leur est actuellement assurée par d'autres voies, si cette assistance venait à être détournée vers le Fonds et bloquée provisoirement par lui.

Toutefois, nous reconnaissons avec nos prédécesseurs que le système de contributions volontaires, sous forme de versements périodiques, ne constitue pas non plus la solution idéale. Déjà ce système ne donne pas entière satisfaction dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies, qui n'est jamais certain du montant des ressources dont il pourra disposer. Ce qui est vrai pour le Programme élargi le serait bien davantage demain pour le Fonds spécial appelé à assurer le financement du développement économique, qui représente essentiellement une œuvre de longue haleine. L'arrêt des travaux engagés par le Fonds dans les pays insuffisamment développés pourrait compromettre toute l'œuvre entreprise au prix de multiples efforts et de dépenses considérables.

C'est pourquoi il faut attacher autant d'importance à la continuité et à la régularité du paiement des contributions qu'au montant de celles-ci. Dans toute la mesure du possible, il faudrait obtenir des gouvernements des engagements à long terme quoique nous sachions que le principe de l'annualité des budgets, qui est en application dans la plupart des pays, pose, à ce sujet, des difficultés d'ordre constitutionnel. Toutefois, un gouvernement pourrait prendre un engagement de contribuer au Fonds pour une période donnée, quitte à obtenir chaque année de son parlement les approbations indispensables.

18. Dans la fixation du montant de leurs contributions, les Etats devraient tenir compte des divers éléments indiqués par nos prédécesseurs et plus particulièrement de l'importance de leur revenu national tant global que par habitant. Ils pourraient prendre comme élément de comparaison leur participation dans le capital de la Banque internationale ou du Fonds monétaire international comme leur part dans les dépenses de l'Organisation des Nations Unies ou du Programme élargi d'assistance technique. Dans chacun de ces cas particuliers, ces taux ont été calculés, il est vrai, sur des bases différentes. De même, certains pays qui ne participent aujourd'hui ni à la Banque internationale, ni au Fonds monétaire international, ni au Programme élargi d'assistance technique, ni même à l'Organisation des Nations Unies, pourraient participer au Fonds spécial, ce qui serait de nature à modifier le pourcentage des contributions des autres pays. Toutefois, la participation des Etats, membres de ces divers organismes, est généralement de même importance et n'en serait pas considé-

ablement modifiée pour autant; elle pourrait donc utilement servir de guide aux Etats dans la fixation du montant de leurs contributions.

19. De façon générale, les gouvernements ont approuvé les recommandations du Comité des neuf experts, prévoyant le paiement des contributions en monnaies nationales qui ne seraient convertibles en d'autres monnaies qu'avec l'autorisation du pays donateur. Ce serait évidemment un précieux encouragement pour les Etats que de savoir que leurs contributions au Fonds spécial serviraient non seulement à la mise en valeur des pays insuffisamment développés — et, par là même, à la constitution à long terme de marchés d'exportation nouveaux — mais reviendraient "travailler" sur leurs propres marchés, favorisant ainsi immédiatement leur développement économique.

De même, les gouvernements accueillent favorablement la recommandation qui réserve aux Etats le droit de limiter l'usage de leurs contributions au Fonds, à l'achat, sur leurs marchés, de certains biens et services déterminés. A cet égard, il serait à tout le moins souhaitable que les restrictions édictées par les gouvernements ne soient pas discriminatoires à l'encontre du Fonds spécial.

Certains gouvernements ont toutefois demandé davantage: ils ont suggéré d'autoriser les Etats à payer leurs contributions en nature, par exemple, en biens d'investissement. Tout en retenant cette suggestion et en comprenant combien il serait avantageux que le Fonds puisse également contribuer à la solution d'autres problèmes, comme celui des surplus, nous conseillons toutefois la prudence à ce sujet. Le Fonds devra déjà utiliser des contributions en monnaies nationales qui ne seront convertibles en d'autres monnaies qu'avec l'autorisation de l'Etat participant, ce qui occasionnera bien des difficultés. S'il devait disposer de contributions en nature, sa tâche pourrait devenir à ce point difficile que l'efficacité de son action en serait diminuée.

20. Quant à l'importance du montant dont le Fonds spécial devrait pouvoir disposer pour commencer ses activités, il existe de nombreuses études et rapports dus à l'initiative de l'Organisation des Nations Unies¹⁰ ou à celle d'institutions privées, qui se sont efforcées de déterminer, d'une façon aussi précise que possible, les besoins des pays insuffisamment développés en capitaux pour leur permettre d'augmenter ou d'améliorer leur standard de vie. Ces études font apparaître que ces besoins sont annuellement de l'ordre de plusieurs milliards de dollars. L'International Development Advisory Board des Etats-Unis estime que l'International Development Authority, dont il propose la création, devrait pouvoir disposer annuellement d'une somme d'un demi-milliard de dollars, sous forme de dons, pour commencer ses opérations dans les pays insuffisamment développés, quitte à reviser ce chiffre à la lumière de l'expérience.

21. Pour apprécier le montant dont le Fonds spécial devrait pouvoir disposer pour commencer ses activités, il faut noter que tout programme de développement économique bien conçu, qui se propose d'être harmonieux et coordonné, se heurtera à un certain nombre de goulots d'étranglement dont il ne faut pas sous-estimer l'importance et qui limiteront forcément l'activité du Fonds spécial, tout au moins à ses débuts. Ces goulots d'étranglement ont été soulignés à maintes reprises au cours de nos discussions, en particulier par

¹⁰ *Mesures pour le développement économique des pays insuffisamment développés*, publication des Nations Unies, numéro de vente: 1951.II.B.2.

les représentants de l'Assistance technique et de la Banque internationale. Parmi ces obstacles, il nous faut mentionner: la nécessité d'établir au préalable des plans et des programmes et de les préparer soigneusement, l'insuffisance dans maints pays sous-développés d'une main-d'œuvre qualifiée, de dirigeants et d'une administration capable, le manque de fonds locaux et le danger certain d'inflation que représenteraient pour l'économie des pays insuffisamment développés des programmes d'investissements trop ambitieux.

22. Il va de soi que le Fonds spécial devra utiliser ses ressources de la façon la plus judicieuse et que la préparation de plans et de programmes précis demandera un temps considérable. A titre d'exemple, un pays d'Amérique latine a préparé, récemment, un programme d'ensemble tendant à augmenter sa production alimentaire d'environ 40 pour 100 par rapport aux niveaux de 1953, sur une période de huit ans. Ce travail fut entrepris conjointement par plusieurs départements gouvernementaux, puisqu'il s'agissait de coordonner les efforts de tous les organismes qui étaient impliqués dans la production, la distribution, le transport et dans d'autres phases de l'économie agricole. La préparation de ce programme exigea bien exactement deux ans. Les premières années de sa mise en œuvre devront être consacrées à des préparatifs, à des mises au point, au recrutement de personnel, à l'obtention de fonds locaux, etc.

23. De même, les techniciens sont rares dans les pays pauvres et l'on peut craindre que les pays industrialisés eux-mêmes n'en aient pas en suffisance pour répondre à tant de nouvelles tâches. Les artisans, les contremaîtres, les ouvriers qualifiés, n'apprennent leur métier que de génération en génération. Ainsi la formation de l'élément humain pourrait-elle demander un temps considérable avant de permettre une utilisation judicieuse des capitaux disponibles.

24. Enfin, la capacité d'absorption du capital étranger par les pays insuffisamment développés est également limitée. S'il est nécessaire, pour amorcer le développement économique des pays pauvres, d'injecter un certain montant de capitaux étrangers, la capacité d'absorption limitée de ce capital étranger constitue un problème très sérieux lorsqu'on envisage l'investissement de montants importants. Nous attirons particulièrement l'attention sur ce point, car, si de tels investissements n'étaient pas judicieusement guidés, ils pourraient engendrer dans les pays insuffisamment développés des pressions inflationnistes qui seraient de nature à leur causer un tort considérable.

25. Il faut tenir compte d'ailleurs de ce que les bénéfices directs et indirects résultant d'investissements raisonnables et modestes, appliqués à des projets bien sélectionnés, peuvent provoquer des réactions en chaîne susceptibles d'avoir les plus heureux effets sur l'économie des pays sous-développés. C'est dans ce sens que M. Black, Président de la Banque internationale, déclarait qu' "avec l'initiative des individus et des communautés, à condition qu'elle soit dirigée comme il convient, de petites sommes peuvent accomplir des miracles ¹¹".

26. Il n'est donc pas absolument obligatoire de fixer le montant initial du Fonds à 250 millions de dollars, comme le proposaient nos prédécesseurs.

Bien que la comparaison ne soit pas entièrement valable, il est bon de rappeler, à ce sujet, que la Banque

¹¹ 775ème séance du Conseil économique et social, 14 avril 1954.

internationale a dû limiter ses activités dans les pays insuffisamment développés à des prêts d'un montant global annuel de 150 à 200 millions de dollars. Certes, le Fonds spécial devrait faire face à des types de projets très différents dont le financement n'a pu être assuré jusqu'à présent par la Banque internationale. Mais ce montant des prêts accordés chaque année par la Banque témoigne suffisamment de la lenteur avec laquelle s'effectue, durant la phase initiale, le processus d'investissement de capitaux pour assurer le développement économique des pays sous-développés.

Il ne faut pas oublier non plus que, dans la fixation du montant dont le Fonds devrait pouvoir disposer pour commencer ses activités, pourrait intervenir un élément sur l'importance duquel il ne nous est pas possible de nous prononcer à l'heure actuelle. C'est la proposition que nous faisons au paragraphe 31 de ce rapport de permettre au Fonds de financer conjointement avec la Banque internationale ou toutes autres institutions de crédit un même projet ou un même plan de développement, à la fois sous forme de dons accordés par le Fonds spécial et de prêts réguliers consentis par ces institutions de crédit. Si, comme nous le supposons, grâce à cette combinaison, le montant des prêts complémentaires pouvait être important, cela réduirait d'autant l'effort de financement qui serait demandé au Fonds spécial.

27. D'une manière générale, nous estimons que les opérations du Fonds spécial se dérouleront nécessairement au début à un rythme assez lent. Il faudra établir les plans et les programmes, former les techniciens et la main-d'œuvre, tout en s'efforçant d'écarter les dangers d'inflation que nous venons d'indiquer. Dans la suite, l'action du Fonds spécial connaîtra beaucoup plus d'ampleur et nécessitera, dès lors, des contributions plus importantes. Mais, après un certain nombre d'années

— sans qu'il nous soit possible de préciser davantage à ce sujet — l'activité du Fonds tendra à diminuer, en raison même de la constitution d'un capital interne dans les pays insuffisamment développés, qui s'effectuera parallèlement à leur développement économique.

C'est pourquoi nous pensons devoir laisser à la sagesse de l'Assemblée générale le soin de décider avec quel montant initial et quelle participation minimum d'Etats le Fonds spécial pourrait commencer ses activités. Pour les raisons que nous avons indiquées, il serait peut-être regrettable de devoir attendre le moment où pourrait être réuni un montant de 250 millions de dollars, avant de venir en aide aux pays insuffisamment développés par l'intermédiaire d'un Fonds spécial. Par contre, il nous paraîtrait peu raisonnable que le Fonds commençât ses activités avec un montant trop modeste qui ne lui permettrait pas de réaliser sa mission, ce qui empêcherait de porter un jugement pondéré sur l'efficacité de son action. Il ne faudrait pas non plus faire naître des espoirs inconsidérés dans les pays insuffisamment développés sans pouvoir y répondre de façon satisfaisante.

28. Peut-être pourrait-on envisager — mais ceci n'est qu'une suggestion — que l'Assemblée générale décide de constituer le Fonds spécial pour une période de cinq années afin de pouvoir se prononcer après ce délai, en connaissance de cause, sur les résultats acquis et sur la formule de structure que nous préconisons. Toutefois, si l'Assemblée générale retenait cette suggestion et si l'on devait mettre fin à l'action du Fonds spécial après ce délai de cinq ans, il faudrait néanmoins prévoir une période complémentaire pendant laquelle le Fonds continuerait ses activités, afin de lui permettre de terminer les travaux engagés pendant la période expérimentale.

Chapitre IV

DONS ET PRETS

29. Nous avons longuement étudié les méthodes d'utilisation des ressources du Fonds spécial. Une solution satisfaisante à cette question nous a paru essentielle pour deux raisons. D'abord, la solution des problèmes de la structure du Fonds spécial et de la coordination de son activité à celles des organisations internationales déjà existantes, est étroitement liée à la façon même dont le Fonds spécial utilisera ses ressources. Ensuite, ces méthodes d'utilisation des ressources détermineront, pour une large part, la répartition des disponibilités du Fonds spécial entre les différents pays et, chose peut-être plus importante encore, entre les différents types de projets.

Nous avons pris le rapport du Comité des Neuf comme point de départ de l'examen de cette question. En règle générale, ce rapport recommandait d'utiliser les ressources du Fonds spécial, à la fois sous forme de dons et sous forme de "prêts à faible intérêt". L'intérêt de ces prêts aurait été inférieur à celui des prêts consentis par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et les conditions de remboursement auraient été généralement plus libérales. Le Comité des Neuf prévoyait également une grande latitude quant à la révision des conditions de ces prêts à faible intérêt et aux possibilités de rouvrir des négociations à leur sujet.

30. *Dons.* — Tous ceux qui se sont penchés sur les problèmes que la création du Fonds spécial doit précisément résoudre, comme nos prédécesseurs et nous-mêmes, n'ont jamais douté que le Fonds spécial devrait être autorisé à accorder des dons et que ceux-ci constitueraient la méthode la plus importante, et aussi la plus courante, de l'utilisation des ressources du Fonds spécial.

Les raisons qui nous ont amenés à adopter à l'unanimité cette position résultent en grande partie de la raison d'être même d'un Fonds spécial: le véritable mode de remboursement de l'assistance accordée par le Fonds consiste pour les bénéficiaires à employer utilement ces ressources pour leur propre développement économique, en sorte que ce développement puisse se poursuivre grâce à leurs propres forces et profite à la collectivité mondiale.

De plus, les dons présentent par rapport aux prêts des avantages évidents: ils n'exigent pas de négociations touchant les conditions de remboursement; ils ne donnent lieu à aucune consultation ou friction ultérieure lorsque des difficultés de remboursement se présentent; ils n'exigent aucune estimation de la capacité de paiement du débiteur. Tout cela est évidemment de nature à simplifier l'administration, en réduisant son travail.

Tant dans l'esprit du public que dans celui des gouvernements, toute confusion est évitée entre le Fonds spécial et les institutions de crédit, telles que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Grâce aux dons accordés par le Fonds, ces institutions seraient même mieux en mesure de résister à la

tentation éventuelle d'appliquer à leurs emprunteurs, dans le cas de "projets marginaux", des conditions plus souples que les normes strictement commerciales. La capacité d'endettement des pays assistés n'est pas réduite et ainsi leur position en tant que demandeurs d'autres sources de financement n'en est pas affaiblie. Il est même probable que cette position sera renforcée, du fait qu'une subvention accordée par le Fonds spécial permettrait de constituer une économie plus souple et plus diversifiée, voire le développement de nouvelles lignes de produits exportables ou de produits de remplacement d'articles importés. Cet effet des dons nous paraît être compatible avec le caractère de complémentarité qu'il convient de souhaiter entre le Fonds et les autres sources de financement.

Tels sont les principaux arguments, assez décisifs, qui nous ont amenés à approuver l'octroi de dons par le Fonds spécial. Nul n'ignore d'ailleurs que la direction de la Banque internationale, se basant sur semblable argumentation, a exprimé à plusieurs reprises, par l'intermédiaire de ses porte-parole les plus autorisés, sa conviction de la nécessité d'octroyer des dons aux pays insuffisamment développés en vue d'accélérer leur mise en valeur¹².

31. *Combinaison de dons et de prêts.* — Il est un autre argument en faveur de l'octroi de dons par le Fonds spécial: un don consenti par le Fonds pourrait se combiner avec un prêt accordé par la Banque internationale ou une autre institution de crédit. Pareille combinaison offre plusieurs avantages spécifiques qui viennent s'ajouter à ceux des dons proprement dits. Un don du Fonds spécial pourrait se combiner avec un prêt d'une autre institution suivant des proportions très variables. Ainsi, une combinaison d'un don et d'un prêt permettrait d'obtenir le taux d'intérêt estimé adéquat pour l'opération prêt-don envisagée dans son ensemble, ainsi que les échéances de remboursement correspondant au tableau d'amortissement fixé. La combinaison d'un prêt et d'un don permettrait donc d'atteindre le maximum de souplesse — pour autant que l'opération prêt-don puisse s'effectuer conjointement — et cela sans susciter les inconvénients et les incertitudes que pré-

¹² Rappelons à ce propos la déclaration qui fut faite, à l'Assemblée générale des Nations Unies, le 10 décembre 1951, par M. Eugène Black, Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement:

"La direction de la Banque, convaincue de l'urgence du développement, estime que la cadence du développement ne pourrait être considérablement accélérée dans certains pays si les seuls capitaux étrangers qu'ils recevaient étaient fournis sous forme de prêts présentant des assurances raisonnables de remboursement. Elle est fermement convaincue que toute assistance supplémentaire accordée à ces pays doit l'être sous forme de dons plutôt que de prêts plus ou moins remboursables, que ces dons doivent de préférence être gérés par des organes internationaux et qu'il faudrait avoir recours dans toute la mesure du possible, pour gérer ces dons, aux moyens techniques dont disposent les institutions internationales existantes" (Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Deuxième Commission*, compte rendu de la 163^{ème} séance).

sentent d'autres formules. Cette combinaison serait de nature à inciter davantage encore le pays assisté à employer utilement un don du Fonds spécial puisqu'une demande judicieuse de don augmenterait sa solvabilité et, partant, ses chances d'obtenir des prêts d'autres institutions, en liaison avec la subvention. Les prélèvements sur les ressources du Fonds spécial pourraient être moins importants, étant donné que le secteur "prêt" de la combinaison pourrait couvrir une partie du financement des programmes proposés. On pourrait aussi présenter ce dernier aspect de la question sous une forme plus positive : chaque dollar dépensé par le Fonds spécial aurait un effet multiplicateur dans la mesure où il permettrait d'octroyer de nouveaux prêts aux pays assistés.

De toute évidence, cette combinaison de prêts et de dons exigerait une action concertée du Fonds spécial et des institutions de crédit. En effet, cette formule prêt-don ne présenterait de véritables avantages économiques que pour autant qu'elle s'applique durant la même période, au même pays, en faveur de mêmes projets ou de secteurs différents de mêmes programmes de développement. Il va de soi que de telles combinaisons seraient grandement facilitées si on assurait une étroite coordination entre le Fonds spécial et la Banque internationale. Aussi ne faut-il pas perdre de vue la connexité de l'objet du présent chapitre avec les propositions que nous présentons quant à la structure du Fonds et qui figurent au chapitre VI du présent rapport. Toutefois, notre Comité estime qu'il importe que les dons du Fonds spécial puissent se combiner, non seulement avec les prêts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, mais aussi avec des prêts d'autres institutions de crédit. Cette possibilité devrait être précisée dans les statuts du Fonds.

32. *Prêts remboursables en monnaie locale.* — Après avoir admis que l'octroi de dons était souhaitable, notamment en combinaison avec des prêts, nous nous sommes demandé si les avantages de cette méthode de financement étaient suffisants pour décider que le Fonds spécial devrait se borner à cette seule méthode d'utilisation de ses ressources.

Les opérations du Fonds spécial, autres que les subventions, qui ont rencontré notre agrément unanime, peuvent se présenter sous diverses formes, bien que le résultat économique final puisse être analogue. L'une de ces formes est l'octroi de prêts qui seraient remboursables à un taux d'intérêt normal — c'est-à-dire des prêts du type Banque internationale — mais qui, contrairement à ceux-ci, seraient remboursables dans la monnaie du pays débiteur. Comme on le sait, les prêts accordés par la Banque internationale sont remboursables dans la monnaie dans laquelle ils ont été consentis.

Cette formule nouvelle a retenu l'attention de notre Comité et a résisté à des examens et à des discussions plus approfondis. C'est pourquoi nous la recommandons à l'examen attentif des gouvernements. Soulignons qu'il serait essentiel que ces prêts soient accordés à un taux d'intérêt normal et non pas à des taux d'intérêt privilégiés, comme ceux envisagés par le Comité des Neuf¹³. Les conditions de ces prêts seraient nettement déterminées et ne comporteraient aucune clause spéciale de révision. Il n'existerait ainsi aucune concurrence entre la Banque internationale et le Fonds spécial, en ce qui concerne les taux d'intérêt ou le caractère obligatoire

du remboursement. Cependant, l'échéance du prêt pourrait être plus éloignée que celle d'un prêt normal de la Banque internationale, à savoir de trente ans ou davantage.

Cette formule maintient en si grand nombre les avantages des prêts, tout en permettant au Fonds de remplir sa mission, qu'il nous paraît que cette méthode de financement devrait être également assurée par le Fonds. Parmi les avantages du prêt, il faut noter que les rapports entre prêteur et emprunteur sont généralement plus satisfaisants que ceux qui existent entre donateur et donataire ; un prêt a plus de chances d'être utilisé judicieusement qu'une subvention du fait qu'il doit être remboursé ; l'obligation d'assurer le service de l'emprunt a un heureux effet sur la politique du pays emprunteur ; un prêt remboursable en monnaie locale pourrait tout aussi facilement se combiner avec une subvention qu'un prêt provenant de la Banque internationale ou d'une autre institution financière ; enfin, il pourrait être plus facile d'obtenir des contributions pour le Fonds spécial si les fonds qu'il prêtait lui étaient finalement remboursés, ce qui ne l'obligerait pas à solliciter le renouvellement continu de toutes ses ressources.

Ce dernier point présente une importance particulière car la création du Fonds spécial dépend de la conviction et de la bonne volonté de certains pays qui auront à verser les contributions les plus importantes et qui pourraient être davantage disposés à contribuer au Fonds si celui-ci consentait des prêts de cette nature. S'il devait en être ainsi, il conviendrait peut-être d'envisager un système en vertu duquel les pays contributeurs auraient la faculté — dont ils pourraient, bien entendu, ne pas user — d'indiquer s'ils veulent que leurs contributions servent à accorder des subventions ou à consentir des prêts. Nous ne pensons pas que la création d'un fonds de subventions, d'une part, et d'un fonds de prêts, d'autre part — ce dernier destiné aux prêts remboursables en monnaie locale dont nous venons de parler — aboutirait à des complications insurmontables sur le plan administratif et structurel.

33. *Fonds de contrepartie.* — Un prêt remboursable en monnaie locale équivaut en somme à une subvention en devises étrangères assortie d'une disposition prévoyant l'accumulation de la contrepartie en monnaie locale dans un certain délai, au fur et à mesure du remboursement du prêt. Toutefois est erronée, selon nous, l'impression généralement répandue que l'utilisation des fonds de contrepartie peut conduire à multiplier les effets de l'assistance, les mêmes fonds servant "deux fois de suite". Quand les fonds de contrepartie se sont accumulés, ils sont déjà entrés dans le circuit économique, en ce sens que les biens et services fournis par l'assistance extérieure font déjà partie du volume total des biens et services de l'économie considérée. Par conséquent, l'emploi des fonds de contrepartie — en tant qu'il se distingue de l'emploi de l'assistance extérieure — n'implique pas la disponibilité de biens et de services supplémentaires.

Nous n'ignorons pas que l'emploi des avoirs en monnaie locale que le Fonds pourrait ainsi accumuler pose des problèmes complexes, parmi lesquels le risque de provoquer certaines difficultés et certains désaccords entre le Fonds spécial et le pays qu'il assiste. Aussi un effet similaire à celui d'un prêt remboursable en monnaie locale pourrait-il être obtenu en consentant des dons directement tout en invitant, dans le même temps, le pays bénéficiaire de l'aide du Fonds spécial à verser au Fonds des contributions supplémentaires destinées à

¹³ Rapport sur un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, op. cit., p. 60, recommandation 45.

étendre ses activités futures. Comme ces contributions seraient versées en monnaie locale, les effets économiques de ces deux mesures seraient identiques. Certains membres de notre Comité estiment même qu'il serait préférable d'adopter cette seconde manière de procéder, à savoir celle qui consiste à réclamer des contributions plus importantes des pays qui ont bénéficié de l'assistance du Fonds spécial, plutôt que de stipuler un remboursement formel, comme dans le cas de prêts remboursables en monnaie locale. Par rapport à la méthode des fonds de contrepartie, ce second procédé a l'avantage de ne laisser subsister aucun lien fictif avec l'opération initiale. Il apparaîtrait clairement que le développement financé à l'aide des nouvelles contributions est une assistance absolument distincte et entièrement nouvelle.

Le Fonds pourrait utiliser de plusieurs façons ses ressources en monnaie locale, que celles-ci proviennent d'un remboursement ou d'une contribution supplémentaire. Ces sommes pourraient servir à aider l'Etat bénéficiaire à financer en monnaie locale un programme futur; elles pourraient servir aussi à procurer des marchandises et des services en vue d'aider un autre pays. Il n'est pas inconcevable même que ces sommes puissent être converties en une autre monnaie d'un pays insuffisamment développé dont le Fonds spécial aurait besoin. De toute façon, la convertibilité de ces sommes ou leur affectation à l'achat de marchandises ou de services pour l'exportation serait soumise aux mêmes limitations que celles qui s'appliquent déjà à l'emploi des contributions ordinaires que ledit pays verse au Fonds.

34. *Prêts indéterminés.* — Notre Comité a été également unanime sur le fait que, si le Fonds était appelé à accorder des prêts à faible intérêt, les conditions de ces prêts devraient être précises et ne devraient en aucune manière être sujettes à révision.

La Banque internationale s'est constamment opposée aux prêts à conditions indéterminées. En effet, si ce nouveau genre de prêt venait à être adopté, voire encouragé, l'attitude des pays emprunteurs envers la Banque internationale et les autres institutions de crédit s'en trouverait affectée. Or, nous pensons qu'il est de l'intérêt même des pays insuffisamment développés de créer et de maintenir la confiance dans leur ferme propos de faire face à leurs engagements envers les institutions de crédit qui servent au mieux leurs intérêts, en leur consentant les emprunts nécessaires à leur développement économique. De plus, il semble qu'il y ait un réel danger à ce que de tels prêts ébranlent la confiance des capitalistes privés qui sont maintenant disposés — et qui pourraient l'être encore davantage demain — à placer leurs capitaux dans les pays insuffisamment développés, notamment sous forme de prêts. Depuis la publication du rapport du Comité des Neuf, la Banque internationale est parvenue à améliorer encore les conditions auxquelles les capitalistes privés souscrivent à ses obligations; elle est également parvenue à associer de plus en plus étroitement à ses opérations des capitaux privés provenant d'autres sources. Nous estimons qu'il ne faut pas risquer de renverser cette tendance encourageante par des dispositions qui seraient de nature à saper cette confiance. Un manque de confiance peut facilement devenir contagieux et une certaine confusion pourrait s'établir entre les prêts à conditions fixes accordés par la Banque internationale et d'autres institutions de crédit et les prêts à conditions indéterminées qui seraient consentis par le Fonds spécial.

Pour d'autres raisons encore, nous ne pouvons accepter d'envisager des prêts aux conditions libérales qu'en-

visageaient nos prédécesseurs. Depuis la publication de leur rapport, il est apparu nettement que les gouvernements entendaient limiter au strict minimum l'administration du Fonds spécial et éviter la création d'une "nouvelle bureaucratie internationale". Les consultations et révisions périodiques qu'exigerait un système de prêts consentis à des conditions indéterminées nous semblent un nouvel argument particulièrement pertinent contre de telles méthodes d'utilisation des ressources du Fonds. De plus, l'incertitude qui régnerait quant à la capacité des pays assistés de faire face à de nouveaux engagements ne pourrait manquer de leur nuire dans leurs tentatives pour obtenir des fonds d'autres sources. Cette situation empêcherait de faire du Fonds spécial, comme il est souhaitable, un organisme complétant, dans toute la mesure du possible, les autres sources de financement.

En résumé, nous estimons qu'il convient de renoncer aux dispositions prévues par le Comité des Neuf, permettant d'assurer la souplesse et la révision des prêts, dispositions qui figurent dans les recommandations 43 à 55 de son rapport. L'adoption de ces recommandations risquerait de créer un certain relâchement qui pourrait se propager à des domaines où il ferait beaucoup de mal; ces recommandations ne contribuent pas à une saine administration ni à un contrôle adéquat de l'emploi des ressources; en raison de l'élément d'incertitude que ces recommandations introduisent quant aux ressources du Fonds spécial, elles risquent même de freiner le désir des pays de verser de nouvelles contributions.

Si nous sommes arrivés à cette conclusion, ce n'est certes pas pour imposer aux pays bénéficiaires de l'assistance du Fonds spécial des obligations plus lourdes que celles que nos prédécesseurs avaient jugé bon de proposer. Nous ne sommes nullement opposés à leurs intentions mais à la forme d'expression qu'ils ont donnée à leurs intentions. Pour autant que l'expression "prêts de fantaisie" se rapporte à l'élément d'incertitude contenu dans les conditions auxquelles ces prêts seraient consentis, nous considérons que cette aversion pour ce genre de "fantaisie" se justifie pleinement.

35. *Prêts à faible intérêt.* — Les membres de notre Comité n'ont pu s'entendre sur le point de savoir s'il convenait ou non d'autoriser le Fonds à accorder des prêts à faible intérêt, même si les conditions de ces prêts étaient déterminées. Cependant, avant d'examiner les arguments qui ont été avancés à ce sujet, il y a lieu de mentionner trois questions sur lesquelles l'accord a été réalisé entre nous:

a) Une combinaison prêt-don du type recommandé au paragraphe 31 ci-dessus pourrait facilement produire l'effet financier des prêts à faible intérêt.

b) Les objections aux "prêts sans intérêt" — c'est-à-dire les avances ne comportant pas d'intérêt — seraient bien moins graves que celles que soulèveraient les prêts à faible intérêt. Le risque de confondre des avances sans intérêt avec des prêts de la Banque internationale ou d'autres prêts de caractère plus commercial serait moindre car il apparaîtrait clairement qu'en fait l'opération équivaldrait à un don d'intérêt combiné avec un prêt du principal.

c) Au lieu du large échelonnement des taux d'intérêt allant du taux immédiatement inférieur à ceux de la Banque internationale à zéro, tels que ceux que le Comité des Neuf autorisait le Fonds spécial à appliquer, la fixation de deux ou trois types de prêts à faible intérêt distincts et bien définis serait moins critiquable. Cette formule permettrait au moins d'atténuer le risque de

voir considérer le Fonds spécial comme une source de crédit qui ferait paraître moins intéressantes les conditions offertes par la Banque internationale.

36. Contre le fait de reconnaître au Fonds le pouvoir d'accorder des prêts à faible intérêt, on a soutenu que même des prêts accordés suivant des conditions déterminées mais libérales risquaient d'être traités avec négligence par les pays emprunteurs; qu'il fallait tenir le plus grand compte des craintes de la Banque internationale au sujet de la confusion qui en résulterait dans l'esprit du public; qu'en évaluant la solvabilité d'un emprunteur, on ne ferait guère qu'une supposition arbitraire, dès lors, qu'on ne se référerait plus à une norme commerciale; que des prêts à faible intérêt consentis par le Fonds spécial risqueraient de faire pression sur la Banque internationale pour qu'elle abaisse ses propres taux d'intérêt.

En sens contraire, on a soutenu que la Banque internationale était désormais bien établie et les principes de son fonctionnement bien connus, de telle sorte qu'il y aurait peu de chances de voir une confusion se produire dans l'esprit du public; en particulier, ceux qui souscrivent aux titres de la Banque internationale sont normalement de grands établissements qui connaissent bien les différences entre les divers organismes; un prêt à faible intérêt du Fonds spécial pourrait être combiné avec un prêt normal de la Banque internationale, tout comme une subvention, et l'on pourrait ainsi invoquer les mêmes arguments en faveur de cette combinaison que ceux qui militent en faveur de la formule prêt-don; on ne saurait dire qu'un prêt à faible intérêt du Fonds spécial serait "de fantaisie", étant donné qu'un prêt n'est "de fantaisie" que si un organisme prête au-dessous du taux auquel il emprunte lui-même. Etant donné que le Fonds spécial serait financé à l'aide de contributions d'Etats ne comportant aucun remboursement direct, les prêts accordés par le Fonds spécial ne seraient nullement "de fantaisie". On a fait remarquer aussi qu'il existe des précédents et que, lorsque les marchandises sont rares, une partie des produits est rationnée et vendue à un prix contrôlé et peu élevé, et le reste est vendu sur le marché libre au prix que ces produits peuvent atteindre. Ces arguments, venant s'ajouter aux arguments généraux en faveur des prêts par opposition aux subventions — arguments qui ont conduit notre Comité à se prononcer en faveur des prêts remboursables en monnaie locale — ont paru suffisants à certains membres de notre Comité pour admettre les prêts à

faible intérêt parmi les méthodes légitimes d'utilisation des ressources du Fonds spécial. Outre ces arguments positifs en faveur d'une telle solution, les partisans de cette thèse ont été guidés par un argument de caractère plus négatif: puisqu'on ne saurait prévoir avec exactitude les circonstances et les conditions précises dans lesquelles le Fonds spécial fonctionnera, il serait imprudent d'exclure de son champ d'action des opérations qui pourraient se révéler utiles, en particulier si les ressources mises à sa disposition au début étaient très limitées.

37. *Autres méthodes possibles d'utilisation des ressources.* — Notre Comité estime qu'il ne faut pas rejeter d'emblée les idées nouvelles ou peu classiques relatives aux méthodes d'utilisation des ressources. Un certain nombre d'idées de ce genre émanant de membres de notre Comité ont été discutées au cours de nos travaux. Nous ne tenons pas à faire de recommandations au sujet de ces propositions ni même, au stade actuel, à examiner les arguments pour ou contre chacune de ces propositions. Qu'il nous suffise de les mentionner, dans l'espoir qu'elles susciteront peut-être de nouvelles discussions dans les milieux compétents. Ces nouvelles discussions contribuent à informer l'opinion publique des problèmes mis en jeu, question dont M. Raymond Scheyven a déjà souligné l'importance dans son premier rapport à l'Assemblée générale¹⁴.

Notre Comité a examiné les propositions suivantes:

a) L'utilisation des ressources du Fonds spécial pour réduire au moyen de subventions les taux d'intérêt que les pays insuffisamment développés doivent payer sur les prêts de la Banque internationale ou sur les prêts émanant d'autres institutions de crédit;

b) L'utilisation des ressources du Fonds spécial en vue de faciliter et de développer les garanties du crédit à l'exportation;

c) L'utilisation des ressources du Fonds spécial comme fonds de garantie pour les prêts émanant d'autres sources;

d) L'utilisation des ressources du Fonds spécial à titre de fonds de garantie pour l'émission de titres publics nationaux à l'intérieur des pays insuffisamment développés, en vue du financement de programmes ou de projets de développement.

¹⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, neuvième session, Supplément No 19*, p. 24.

Chapitre V

L'INTEGRATION DES ACTIVITES DU FONDS SPECIAL AUX PLANS DE DEVELOPPEMENT DES PAYS ASSISTES

38. Nos prédécesseurs ont décrit dans leur rapport¹⁵ la manière dont le Fonds spécial traiterait les demandes qui lui seraient soumises. Cette description constitue un tableau très complet de la façon dont fonctionnerait le Fonds spécial. Il existe cependant un point sur lequel cette étude paraît trop vague : il s'agit précisément des méthodes permettant d'intégrer les activités du Fonds spécial dans les plans de développement économique des pays bénéficiaires de son assistance. Le rapport des Neuf se réfère seulement en termes généraux à "un aperçu de l'action des pouvoirs publics en matière de développement", sans préciser quels critères il conviendrait d'appliquer ni quelles données pratiques et statistiques il y aurait lieu de réunir pour procéder à une telle évaluation. Nous estimons que sur ce point le présent chapitre complète utilement le rapport de nos prédécesseurs.

39. L'intégration des activités du Fonds aux plans de développement des pays assistés suppose l'existence préalable d'un programme général déjà coordonné dans les pays eux-mêmes ; pareil programme est d'autant plus indispensable que seul il permettra de déceler où se trouvent situées les meilleures possibilités de développement, dans quelle mesure l'assistance pourrait être utilisée efficacement, pendant combien de temps elle devrait être fournie et sous quelle forme elle serait la plus adéquate. De même, ce programme permettrait d'établir un ordre de priorité entre les divers projets qu'il comprend et de juger du degré de connaissances et de capacités dont le pays dispose déjà, toutes questions importantes en regard du but final à atteindre, qui est de rendre le pays capable de se développer par lui-même. L'existence de ce programme permettrait aussi de se rendre compte si le déficit de l'épargne ou de la balance des paiements, que l'aide réclamée devrait précisément combler, ne proviendrait pas, en réalité, de mesures inadéquates prises sur le plan national. Ce programme devrait être mis sur pied par le pays qui demandera assistance : toutefois, les Etats qui ne seraient pas en mesure d'établir à bref délai de tels plans devraient recevoir une assistance technique semblable à celle qui leur est déjà fréquemment accordée.

Le Fonds spécial serait ensuite appelé à étudier ce programme ; en l'examinant, il sera peut-être amené à l'améliorer tout en envisageant les meilleures conditions dans lesquelles ce programme pourrait se réaliser, par exemple en l'intégrant ou en le coordonnant avec les programmes économiques d'autres pays ou, sans aller même aussi loin, en s'efforçant de ne point contrevenir aux règles économiques internationales.

Enfin, il va de soi que ce n'est pas parce qu'un programme aura été établi par le pays demandeur et vérifié par le Fonds spécial qu'il serait retenu automatiquement par lui aux fins de financement. Encore devrait-il ré-

pondre à certains critères que le Fonds fixera pour déterminer si un projet mérite ou non assistance.

40. La responsabilité principale d'assurer le développement économique d'un pays incombe évidemment en premier lieu au gouvernement de ce pays. Certes, le développement économique peut résulter d'initiatives privées qui trouvent leur expression dans des entreprises individuelles et tel sera d'ailleurs le plus souvent le cas. Mais c'est sans contredit au gouvernement qu'il appartient de créer les conditions générales propres à déclencher et à stimuler ce processus. Ces conditions générales sont de nature fort diverse : politiques, économiques, commerciales, financières, fiscales, sociales et autres ; elles impliquent aussi la constitution d'une infrastructure suffisante pour assurer la production : réseau de routes et de transports, installations d'énergie, écoles, hôpitaux et, dans bien des cas, travaux d'irrigation, assainissement des terres, etc. Ce sont ces investissements de base qui représentent la tâche la plus importante et la plus lourde et qui exigent des capitaux considérables.

41. Pour que ces dépenses soient aussi productives que possible, il faut que les divers projets soient cohérents et fassent partie d'un programme d'ensemble couvrant tous les secteurs de l'économie envisagée. Il n'y a, par exemple, aucune raison d'accroître la production dans une région si les produits ne peuvent être exportés ou servir à la consommation intérieure et être transportés, dès lors, jusqu'aux points de vente. Mais pour que ces produits puissent être vendus, encore faut-il qu'ils soient conformes à la demande et que leur prix soit concurrentiel. Un programme cohérent de développement général doit donc tenir compte de l'interdépendance de tous les facteurs. Il devra se fonder sur les prévisions d'augmentation éventuelle du produit national dans les différents secteurs de l'économie et, partant, du revenu national, de la part de ce revenu qui sera consacrée à la consommation et de celle qui sera épargnée pour être investie. Il évaluera les besoins en importations tout en s'assurant que les biens d'exportation seront disponibles en quantité suffisante pour couvrir la partie des importations qui ne serait pas couverte par une assistance extérieure. La distribution de la production parmi les diverses branches d'activité devra se conformer, d'une part, à une certaine structure de la demande qui dépendra elle-même de la structure des revenus, de l'attitude des consommateurs, et, d'autre part, à une analyse du marché permettant de déterminer les possibilités d'exportation du pays. Les plans d'investissement qui devront figurer dans le programme devront être en harmonie avec l'augmentation de la production que l'on recherche comme avec les possibilités matérielles de développement des ressources propres du pays, lesquelles seront déterminées par les études techniques ainsi que par les enquêtes et les initiatives privées éventuelles dont les autorités pourront avoir connaissance.

¹⁵ Voir *Rapport sur un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique*, op. cit., p. 47 et suivantes.

42. Toutes ces prévisions sont basées sur un vaste ensemble de faits statistiques et techniques dont disposent les spécialistes et qui doivent être constamment étendus, révisés et améliorés. Elles reposent sur les renseignements fournis par les enquêtes démographiques, les études sur le développement de la productivité, les données relatives aux dépenses effectuées par des familles appartenant à des catégories de revenus différents, les renseignements relatifs aux marchés internationaux, etc. C'est sur la base de ces faits qu'on peut déterminer les rythmes possibles ou probables d'augmentation de la production, de la consommation, des importations et des exportations.

43. Un programme de développement devrait comprendre deux parties: l'une relative aux projets que pourrait financer l'épargne nationale et l'autre aux projets dont le financement ne pourrait être réalisé que par une assistance extérieure. Un programme en deux parties révélerait ainsi très clairement les limitations qui seraient imposées au développement si celui-ci n'était financé que par les seules ressources nationales, comme l'effet économique qui pourrait résulter d'un financement extérieur. En outre, il obligerait les auteurs de ce programme à établir un ordre de priorité, en ce sens que chaque élément ou projet distinct devrait trouver sa place dans la première ou dans la seconde partie du programme. Dans certains cas, le besoin d'assistance pourrait n'être que temporaire, par exemple, lorsqu'un pays souffre momentanément d'un déséquilibre de sa balance des paiements, plutôt que d'un manque d'investissements publics. Tel fut le cas des pays d'Europe occidentale durant la période de fonctionnement du plan Marshall.

44. Pour toutes ces raisons l'élaboration d'un plan général de développement doit être considérée comme un instrument indispensable d'une politique efficace de développement délibérée et bien conçue. Toutefois, comme nous l'avons dit, s'il est nécessaire que les gouvernements dressent un programme général de mise en valeur de leurs pays, encore le Fonds ne sera-t-il pas tenu de l'accepter. De même, après l'avoir étudié attentivement, il pourrait éventuellement suggérer certaines modifications.

Il se peut, en effet, qu'un programme que les autorités locales pourraient juger bon au premier abord se révèle dépourvu de réalisme à la suite d'un examen plus approfondi. On aurait pu estimer que le revenu national augmenterait à une cadence telle qu'il serait bien difficile de l'atteindre dans la pratique. Ou bien, encore, on aurait pu surestimer les possibilités d'écoulement de produits d'exportation. De toutes façons, le programme présenté par le gouvernement constituera le cadre d'une documentation de base déjà cohérente et par conséquent digne de foi, qui facilitera considérablement la tâche du Fonds et lui permettra de porter un jugement de valeur sur les projets qu'il est appelé à financer.

45. Pour déterminer si un projet mérite ou non assistance, le Fonds devra fixer certains critères en concordance avec le but général poursuivi: assurer les investissements indispensables les plus aptes à contribuer à un développement international harmonieux. Ces critères dépendent tant des principes économiques généraux que des conditions particulières aux pays et aux types de projets envisagés; ils varieront également avec le temps. Tout d'abord, comme nous l'avons dit, le projet devrait être compris dans un programme général de développement, si pareil programme existe. Dans la négative — et en attendant que ce programme soit établi soit par le gouvernement, soit par les experts internationaux aidés par le gouvernement — il faudrait examiner d'une manière plus directe l'intérêt du projet pour le développement général du pays, en se référant à la documentation disponible concernant les possibilités d'expansion. Cette documentation serait relative aux ressources naturelles, à la main-d'œuvre, à l'habileté technique, aux capitaux disponibles, à l'aptitude aux fonctions de direction, à la compétence administrative, etc. Il conviendrait, en particulier, de tenir compte de l'effet du projet sur la situation monétaire et la balance des paiements du pays considéré.

Ensuite, il faudrait envisager si le projet suffit en lui-même à assurer un développement économique supplémentaire ou si son efficacité dépend de l'exécution de projets complémentaires qui devraient être exécutés simultanément ou presque en même temps. Si, par exemple, on envisage une certaine expansion de la production industrielle exigeant à la fois une consommation accrue d'énergie et l'existence de moyens de transport, il conviendrait d'effectuer simultanément les investissements en énergie, en routes et même en véhicules. Trop souvent, il est arrivé que des investissements importants n'aient pas produit les résultats attendus en raison d'un manque de coordination dans le développement.

Enfin, il conviendrait d'appliquer certains critères d'efficacité qui se rapportent plus précisément aux projets eux-mêmes. Le coût, par exemple, devrait être réduit au strict minimum; à ce sujet, les divers spécialistes connaissent un grand nombre de normes: le prix de construction d'un kilomètre de route, d'un mètre cube de bâtiment d'un certain type, le coût de production d'un kilowatt-heure, etc. Il existe aussi certains rendements moyens en matière d'amélioration de terres, de construction d'écoles, de formation d'ouvriers, qui peuvent servir à évaluer le degré d'efficacité. Ces normes pourront être influencées par les conditions particulières existant dans un pays déterminé, mais l'importance approximative de ces modifications pourra être évaluée grâce à une étude approfondie des conditions locales. Dans beaucoup de ces cas, les experts des institutions spécialisées, des commissions régionales ou du Siège des Nations Unies pourront fournir une assistance précieuse.

Chapitre VI

STRUCTURE DU FONDS SPECIAL

46. L'Assemblée générale avait chargé le Comité des Neuf de présenter des recommandations concernant "l'importance, la composition et la gestion du Fonds spécial, en gardant présent à l'esprit, pour ce qui est de la gestion du Fonds, le fait que la création d'une nouvelle organisation internationale ne doit être envisagée que dans le cas où un examen attentif des fonctions des organisations existantes démontre que les fonctions voulues ne peuvent être remplies par ces organisations"¹⁶.

47. Au chapitre VI de leur rapport¹⁷, consacré à la structure du Fonds spécial, nos prédécesseurs déclarent : "Lorsque nous avons examiné la question de la structure du Fonds et des dispositions à prendre en ce qui concerne le contrôle intergouvernemental auquel il convient d'assujettir cet organe, nous avons particulièrement tenu compte de la nécessité d'éviter la création d'une nouvelle organisation, conformément aux directives précises contenues dans la résolution 520 A (VI) de l'Assemblée générale. Nous avons recherché avec soin s'il était possible d'intégrer le Fonds à une institution des Nations Unies déjà existante. Des raisons, qui apparaîtront au cours du présent chapitre, nous ont amenés à conclure que nous devrions recommander de faire du Fonds une administration spéciale qui s'inscrirait néanmoins dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies avec laquelle elle se tiendrait en rapports étroits."

Et nos prédécesseurs font valoir, au cours de ce chapitre, et plus particulièrement aux paragraphes 150 et 151, les raisons qui justifient leur décision et les amènent à recommander la constitution d'une administration séparée. Toutefois, ils estiment "qu'il ne serait pas souhaitable d'accorder au Fonds tous les attributs d'une institution spécialisée. La mission du Fonds ne devrait pas non plus avoir le caractère permanent de la mission des institutions spécialisées" (par. 151).

48. Au cours des visites qu'il a effectuées l'année passée dans diverses capitales M. Raymond Scheyven a acquis la conviction que les gouvernements étaient fortement opposés à la constitution d'une "nouvelle bureaucratie internationale"¹⁸ et la résolution 822 (IX) de l'Assemblée générale nous a tout particulièrement chargés de réexaminer cette question et de préciser, dans toute la mesure du possible, les relations de travail qui devraient exister entre le Fonds et les organisations internationales existantes.

49. Pour répondre à la demande de l'Assemblée générale et aux souhaits des différents gouvernements, nous présentons ci-dessous une formule qui essaie d'éviter la création d'une bureaucratie internationale et limite, au maximum, l'importance du personnel de l'or-

ganisation nouvelle. Cette formule reprend, dans leur ensemble, les recommandations des neuf experts. Elle s'efforce de réaliser la coordination qu'il paraît indispensable d'établir entre le Fonds spécial, le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et la Banque internationale, en maintenant, d'une part, les recommandations du Comité des Neuf qui prévoient la représentation, à titre consultatif au sein du Conseil d'administration du Fonds spécial, du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Président de la Banque internationale et en recommandant, d'autre part, la création d'un Comité conjoint qui se composerait du Directeur général du Fonds, du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Président de la Banque internationale.

CONFÉRENCE GÉNÉRALE

50. La Conférence générale du Fonds réunissant annuellement tous les membres constituera l'organe chargé de donner les directives essentielles pour l'application de la politique générale du Fonds. La Conférence générale élira le Conseil d'administration. Elle entendra chaque année le rapport présenté par celui-ci sur l'activité et la politique suivie au cours de l'exercice écoulé, votera le budget d'administration et pourra, le cas échéant, modifier les statuts. Comme la plupart des membres du Fonds seront également membres de la Banque internationale et du Fonds monétaire international, cette Conférence générale pourrait se tenir à la même époque que les réunions annuelles du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale et du Fonds monétaire international.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

51. *Rôle et fonctions.* — Il appartiendra au Conseil d'administration de mettre en œuvre la politique générale du Fonds, conformément aux directives de la Conférence générale et de statuer sur les demandes introduites auprès du Fonds, après qu'elles auront été inscrites selon les procédures prévues aux paragraphes 61 à 67, ci-dessous.

52. *Nombre de membres.* — Le Comité des Neuf préconise de nommer au Conseil d'administration huit à douze représentants des Etats participants¹⁹. Les élections auraient lieu tous les deux ans, ce qui permettrait à chaque gouvernement d'avoir l'occasion d'être représenté au Conseil d'administration, étant entendu toutefois que les gouvernements sortants seraient rééligibles. Ainsi seraient assurées aux yeux des neuf experts, par un compromis raisonnable, à la fois la nécessité d'assurer la permanence de la composition du Conseil d'administration et la nécessité de permettre à tous les participants au Fonds de contribuer à tour de rôle à son administration.

¹⁹ Rapport sur un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, op. cit., p. 37, par. 141.

¹⁶ Voir résolutions 520 A (VI) et 622 A (VII) de l'Assemblée générale, Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément No 20, p. 19 et 20, septième session, Supplément No 20, p. 14.

¹⁷ Rapport sur un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, op. cit., p. 34, par. 133.

¹⁸ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, neuvième session, Supplément No 19, chap. IV, sect. 4.

53. Nous acceptons ces recommandations, bien qu'il puisse s'avérer utile de porter le nombre maximum des membres à un chiffre quelque peu supérieur. En effet, il nous apparaît que le nombre maximum de douze pourrait ne pas suffire à assurer à la fois la représentation des principaux pays industrialisés, des pays insuffisamment développés et des autres pays qui peuvent avoir un désir légitime de participer au contrôle des dépenses du Fonds, tout en respectant une certaine représentation géographique. L'expérience des organisations internationales démontre — et cela sera très probablement le cas pour le Fonds spécial — que les principaux pays contributeurs désirent s'assurer par eux-mêmes du bon emploi de leur contribution. Leur présence au sein du Conseil d'administration peut constituer, dès lors, un stimulant pour les amener à verser régulièrement leur contribution et éventuellement à en augmenter le montant.

En même temps, nous estimons que le Conseil d'administration ne devrait pas être trop nombreux car un Conseil trop large risque d'être peu maniable et peu efficient. Il nous faut tenir compte également de la présence, à titre consultatif, au sein du Conseil d'administration, des représentants de certaines organisations internationales, ainsi qu'il sera dit au paragraphe 55.

Il conviendrait donc de laisser aux conférences générales préliminaires des membres du Fonds, compte tenu de ces diverses considérations, le soin de déterminer le chiffre maximum des membres du Conseil d'administration qui, une fois fixé, ne pourrait être dépassé, à moins de modifications statutaires.

54. *Représentation paritaire.* — Le rapport du Comité des Neuf recommande la représentation paritaire au Conseil d'administration des principaux pays contributeurs, d'une part, et des autres membres du Fonds, d'autre part, avec égalité de voix²⁰. Cette recommandation nous paraît devoir être maintenue malgré les observations présentées à ce sujet par certains pays développés qui préféreraient voir adopter un système de votation semblable à celui qui existe par exemple à la Banque internationale et qui leur assurerait une influence prépondérante.

Nous pensons que les dispositions que nous avons suggérées et selon lesquelles l'assistance du Fonds ne serait octroyée que dans les cas qui auront été minutieusement examinés et recommandés, soit par l'Organisation des Nations Unies, soit par la Banque internationale, permettent aux principaux pays contributeurs d'accepter la représentation paritaire recommandée par le Comité des Neuf. Ces dispositions garantissent, en effet, que les ressources du Fonds seront utilisées au mieux, ce qui est le principal objectif que visent tous les pays contributeurs.

Toutefois, si les principaux pays développés estimaient ne pas pouvoir accepter cette représentation paritaire, certains membres de notre Comité pensent qu'il serait regrettable que l'application de ce principe puisse faire obstacle à la création du Fonds. Dans ce cas, une formule alternative leur semble pouvoir être aisément trouvée, donnant aux principaux pays contributeurs représentés au Conseil d'administration une influence prépondérante.

55. *Membres consultatifs.* — Selon le Comité des Neuf, les représentants du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, de la Banque internationale, du Fonds monétaire international et du Bureau de

l'assistance technique des Nations Unies seraient invités à assister à toutes les séances du Conseil d'administration du Fonds; ils auraient le droit de prendre part aux débats du Conseil, mais non le droit de vote²¹. De même, le Conseil d'administration serait autorisé à inviter les autres institutions spécialisées des Nations Unies à envoyer des représentants à toute séance du Conseil à laquelle seraient examinées les demandes qui relèvent de leur compétence²².

Nous souscrivons à ces deux recommandations, quoique nous sachions que cette formule ne corresponde pas à celle qui existe au sein des Conseils d'administration de la Banque internationale et du Fonds monétaire international; nous estimons, en effet, qu'elle doit être recommandée pour le Fonds spécial, en raison même de l'importance particulière que représente une collaboration étroite entre le Fonds et les autres organismes internationaux.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

56. Le Directeur général sera désigné par le Conseil d'administration. Afin d'assurer une étroite coordination avec l'Organisation des Nations Unies et la Banque internationale, cette désignation se ferait en consultation avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Président de la Banque internationale. En prévoyant, à la différence des recommandations du Comité des Neuf, la consultation non seulement du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies mais aussi du Président de la Banque internationale, notre souci est de garantir, une fois de plus, une collaboration harmonieuse entre le Fonds spécial et la Banque internationale.

Il va de soi, comme le recommande le rapport du Comité des Neuf, que le choix du Conseil d'administration devra se porter sur une personnalité de haute compétence, car son rôle sera essentiel pour assurer la bonne marche du Fonds.

COMITÉ CONJOINT

57. Bien que le Directeur général du Fonds spécial serait en rapport constant avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et avec le Président de la Banque internationale pour toutes les questions relevant de leur compétence respective, nous estimons que de nombreux problèmes se poseront qui exigeront un examen conjoint par le Directeur général, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Président de la Banque internationale ou leurs représentants. A cet effet, nous proposons la constitution d'un Comité conjoint se composant de ces trois personnalités. Ce comité devrait se réunir à tout moment, à la demande de l'un de ses membres, et au moins une fois par trimestre de préférence à New-York — où nous estimons que le Fonds spécial devrait avoir son siège — ou éventuellement à Washington.

Le rôle essentiel de ce comité conjoint serait de conseiller le Directeur général dans l'élaboration du programme d'activité du Fonds, à la lumière des informations générales que possèdent les personnalités qui le composent et des demandes qui seront introduites, soit directement auprès du Fonds, soit indirectement auprès de lui par l'intermédiaire des organisations internationales existantes.

Toutefois, l'existence de ce comité conjoint ne devrait pas gêner la marche normale des opérations du Fonds,

²¹ *Ibid.*, recommandation 75.

²² *Ibid.*, recommandation 76.

²⁰ *Ibid.*, par. 142.

ni limiter, dans quelque mesure que ce soit, l'autorité du Directeur général, ni encore diminuer sa responsabilité à l'égard du Conseil d'administration dans l'exécution de ses tâches. Il va de soi, également, que le Directeur général devrait rester en rapport étroit non seulement avec l'Organisation des Nations Unies et la Banque internationale, mais avec toute autre institution chargée de la mise en œuvre du développement économique dans les diverses parties du monde.

58. La présence du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au sein du Comité conjoint se justifie amplement.

Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies dispose, en effet, d'un Département des affaires économiques et sociales, qui comprend, entre autres, les secrétariats des commissions économiques régionales et, au Siège de l'Organisation, les unités régionales spéciales pour le Moyen-Orient et l'Afrique. Ce département procède en particulier à des recherches et études portant sur les programmes de développement économique, les questions de financement, le développement des ressources et l'évaluation de l'assistance technique. Le Secrétariat dispose également d'une Administration de l'assistance technique chargée de la mise en œuvre du Programme d'assistance technique des Nations Unies. Enfin, en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination (CAC), le Secrétaire général se trouve dans une excellente position pour conseiller le Directeur général, au sein du Comité conjoint, sur la manière dont les opérations du Fonds spécial pourraient être coordonnées avec les programmes des Nations Unies et des institutions spécialisées.

59. Quant à la présence, au sein du Comité conjoint, du Président de la Banque internationale, elle s'impose pour de très nombreuses raisons.

La Banque internationale possède une grande expérience des problèmes des pays sous-développés; en quelque dix années, elle a consenti des prêts qui, à la date du 31 janvier 1955, se chiffraient à un montant total de 2 milliards 64 millions de dollars, dont 1 milliard 13 millions de dollars, soit près de 50 pour 100, ont été consacrés au financement du développement économique des pays insuffisamment développés. La Banque possède, de ce fait, une très grande connaissance de la situation économique et de l'état des besoins des régions dans lesquelles le Fonds spécial sera précisément appelé à œuvrer. Elle a été amenée à renoncer à financer certains projets non rentables parce que ceux-ci ne se prêtaient pas au financement par l'emprunt. Il est, dès lors, indispensable que le Fonds spécial puisse profiter immédiatement de l'expérience de la Banque et des études qu'elle a déjà entreprises dans ce domaine.

La présence du Président de la Banque internationale au sein du Comité conjoint nous paraît d'autant plus essentielle que ce sera vraisemblablement la Banque qui sera chargée de la partie la plus importante des opérations du Fonds. De plus, comme le Président de la Banque serait demain le Président du Conseil d'administration de la Société financière internationale, si celle-ci venait à être constituée, il serait bien placé pour donner l'assurance au Conseil d'administration du Fonds — et, dès lors, aussi à tous les pays participants — que les projets présentés au Fonds spécial pour être financés par lui ne pourraient l'être ni par des prêts ni grâce à l'apport du capital privé.

PERSONNEL DU FONDS SPÉCIAL

60. Le secrétariat du Fonds sera limité au strict minimum. Ce n'est que dans le cas où il ne pourrait

être fait appel aux services des organisations visées au paragraphe précédent qu'il pourrait être procédé à l'engagement d'un personnel nouveau. Dans le cas où un pays demandeur, faute de techniciens, ne pourrait pas lui-même présenter de projets, il pourrait demander au Fonds de lui assurer les concours nécessaires. Celui-ci fera appel aux organisations existantes.

PROCÉDURES

61. A l'heure actuelle, on dispose au sein des organisations internationales, telles que la Banque internationale, l'Organisation des Nations Unies et ses diverses institutions spécialisées, d'un très grand nombre de renseignements au sujet de l'état des besoins des pays insuffisamment développés et des méthodes qui pourraient assurer, à bref délai, leur développement économique. Nous recommandons en conséquence que le Fonds spécial utilise au maximum ces informations et services tant dans l'examen que dans l'exécution de ses programmes.

62. A la lumière de cette recommandation générale que nous estimons fondamentale, nous prévoyons les procédures suivantes:

Les demandes qui seront soumises au Fonds appartiendront vraisemblablement à l'une des trois catégories que voici:

i) Les demandes formulées par la Banque internationale à la requête d'un pays intéressé ou par le pays requérant lui-même sur la recommandation de la Banque internationale. Il s'agira ou bien de projets dont la Banque, après examen, aura reconnu l'utilité mais dont elle ne peut assurer le financement, ou bien de projets complémentaires au système de prêts de la Banque, c'est-à-dire, requérant un financement par dons ou par des prêts remboursables en monnaie locale. Dans ce dernier cas, la Banque internationale sera également bien placée pour apprécier la valeur des demandes. Cette première catégorie de demandes sera vraisemblablement la plus importante.

ii) Les demandes adressées au Fonds spécial par un pays insuffisamment développé, par l'intermédiaire ou sur les conseils de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées, telles des demandes pour le financement de la construction de bâtiments scolaires, sur la recommandation de l'UNESCO, ou de laboratoires et hôpitaux, à la demande de l'Organisation mondiale de la santé, etc.

iii) Les demandes adressées au Fonds de la propre initiative des pays requérants et sans l'intervention de l'un des organismes précités.

63. Toutes les demandes qui ne seront pas accompagnées d'un dossier suffisant pour permettre au Conseil d'administration de statuer à leur sujet seront acheminées pour examen ou complément d'information, soit à l'Organisation des Nations Unies — ou par l'intermédiaire de celle-ci à l'institution spécialisée compétente — soit à la Banque internationale. Il appartiendra au Directeur général, après avoir éventuellement consulté le Comité conjoint, de déterminer s'il convient de transmettre une demande d'assistance pour examen, soit à l'Organisation des Nations Unies, soit à la Banque internationale, soit aux deux conjointement.

Si le Directeur général estime qu'il ne convient pas d'accepter une demande déterminée et que celle-ci, en conséquence, ne devrait pas être transmise pour examen à l'Organisation des Nations Unies ou à la Banque internationale, il en référerait au Conseil d'administration.

64. Après qu'une demande d'assistance aura fait l'objet d'un examen et d'un rapport de l'Organisation des Nations Unies ou de la Banque internationale, ou des deux conjointement, le Directeur général soumettra les dossiers et les recommandations de ces institutions au Conseil d'administration qui statuera sur la demande en accordant ou non l'assistance sollicitée. Il nous semble indispensable que le Conseil d'administration prenne en sérieuse considération les avis qui lui seront donnés par les institutions consultées — et plus particulièrement les avis négatifs — puisque c'est en définitive à ces institutions que le Fonds devra faire appel pour assurer l'exécution de sa décision.

65. La décision du Conseil d'administration sera ensuite communiquée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou au Président de la Banque internationale, selon le cas, et ce seront ces institutions — ou les institutions spécialisées compétentes — qui seront chargées de l'administration et de l'exécution de l'assistance accordée.

66. Lors de l'examen des demandes d'assistance, le Fonds pourra demander, selon les procédures appropriées, l'avis de la commission économique régionale compétente. Les secrétariats des commissions économiques régionales ont déjà pour tâche de conseiller les gouvernements qui le leur demandent, lors de l'élaboration de leurs programmes intégrés de développement économique; de même, ils ont la charge d'étudier la situation économique dans les diverses régions qui relèvent de leur compétence. Ces tâches pourraient bien être leur principale contribution aux opérations du Fonds.

67. Le Directeur général ne manquera pas non plus de se tenir en liaison permanente, dans l'exécution de ses fonctions, avec les diverses organisations bilatérales ou multilatérales qui poursuivent, en diverses parties du monde, la réalisation de programmes de développement économique, et de les consulter en cas de besoin.

68. La formule suggérée devrait, selon nous, conduire à la meilleure utilisation de toutes les organisations existantes dans le cadre des Nations Unies: le Secrétariat de l'Organisation de Nations Unies, y compris les secrétariats des commissions régionales, la Banque internationale, le Fonds monétaire international ainsi que les autres institutions spécialisées. De cette manière, le Fonds spécial contribuerait à promouvoir une étroite coordination entre les diverses activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'assistance aux pays insuffisamment développés. Nous pensons que la coordination prévue par nos arrangements se réalisera effectivement, puisque chaque organisation aura un intérêt évident à collaborer étroitement avec le Fonds spécial qui, seul, serait en mesure de lui assurer les suppléments de ressources indispensables pour remplir entièrement sa mission.

69. Comme nous l'avons déjà dit, grâce au concours de la Banque internationale et notamment grâce à ses relations avec la Société financière internationale dont on envisage la création, il n'y aurait pas à craindre que des projets susceptibles d'être financés au moyen de prêts proprement dits ou par le capital privé ne soient inutilement pris en charge par le Fonds spécial. Par surcroît, on utiliserait au maximum toutes les possibilités qui existent pour combiner les subventions et autres opérations du Fonds spécial avec des prêts de la Banque internationale ou autres institutions de crédit, et, éventuellement, avec des investissements de la Société financière internationale.

70. Cette structure du Fonds spécial étant basée essentiellement sur des organes déjà existants ne comporterait que des frais d'administration fort minimes. Quant à la difficulté que présente la distance qui sépare la Banque internationale de New-York, où nous suggérons que soit établi le siège du Fonds spécial, cet inconvénient est inhérent à toute formule de coordination.

Chapitre VII

CONCLUSIONS

Nous avons dit dans l'introduction de ce rapport que nous avons eu constamment à l'esprit, au cours de nos travaux, trois ordres de préoccupations : la nécessité d'assurer le développement économique et social de nombreuses régions du monde qui sont encore déshéritées ; les difficultés que rencontrent actuellement les pays industrialisés pour réunir, à cette fin, des sommes importantes ; enfin, le rôle que devrait jouer le Fonds spécial dans la coordination des organisations internationales déjà existantes.

En guise de conclusion, nous attirons l'attention sur certaines recommandations contenues dans ce rapport qui tiennent plus particulièrement compte de ces considérations.

1. Le Fonds spécial accorderait aux pays insuffisamment développés des dons ou des prêts remboursables en monnaie locale. Il ne serait pas autorisé à consentir des prêts à faible intérêt aux conditions indéterminées et fort libérales qu'envisageaient nos prédécesseurs et contre lesquelles la Banque internationale fait valoir de nombreuses objections. Ainsi, le champ d'activité du Fonds et de la Banque étant étroitement délimité, ces deux institutions pourraient travailler conjointement au financement et à la mise en valeur des pays sous-développés (chap. IV, par. 30 à 34).

2. Les pays insuffisamment développés ont souvent fait valoir que leurs besoins pourraient être satisfaits non seulement par des dons ou des prêts remboursables en monnaie locale mais aussi par des prêts remboursables dans la monnaie dans laquelle ils ont été consentis, à condition qu'ils fussent à faible intérêt. Comme le Fonds travaillerait en étroite collaboration avec la Banque internationale, il serait possible pour ces deux institutions, agissant conjointement, de financer un même projet ou plan de développement économique dans un pays insuffisamment développé, en partie sous forme de dons accordés par le Fonds et en partie sous forme de prêts consentis par la Banque. Par cette combinaison, le taux de l'intérêt à charge du pays débiteur pourrait être globalement réduit et calculé avec précision, selon la proportion des dons et des prêts. Au surplus, la partie du financement assurée par la Banque ou toutes autres institutions de crédit allégerait d'autant les prélèvements que le Fonds spécial aurait à effectuer sur ses propres disponibilités (chap. IV, par. 31).

3. De même, le remboursement en monnaie locale des prêts qui seraient consentis par le Fonds spécial lui permettrait, dans une certaine mesure tout au moins, de reconstituer ses disponibilités, ce qui ne l'obligerait pas à solliciter le renouvellement continu de toutes ses ressources et diminuerait d'autant la charge des pays contributeurs (chap. IV, par. 32).

4. Pour réaliser son objectif, le Fonds spécial ferait appel à toutes les organisations internationales qui exercent leur activité dans le cadre des Nations Unies et sont spécialisées dans la mise en valeur des pays sous-développés. Ainsi, aucune nouvelle bureaucratie internationale ne serait constituée et le secrétariat du Fonds

serait limité au strict minimum ; il ne pourrait être procédé à l'engagement d'un personnel nouveau qu'au seul cas où les organisations existantes ne pourraient prêter leurs services (chap. VI, par. 60).

5. Loin de rendre plus difficile la coordination si souhaitable entre les organisations internationales déjà existantes, la constitution du Fonds ne ferait que la renforcer. En effet, pareille coordination serait assurée tant au sein du Conseil d'administration que du Comité conjoint du Fonds où le Directeur général serait appelé à collaborer étroitement avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Président de la Banque internationale (chap. VI, par. 55 et 57).

6. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies représenterait, tant au sein du Conseil d'administration que du Comité conjoint du Fonds, le Département des affaires économiques et sociales et l'Administration de l'assistance technique. En sa qualité de Président du Comité administratif de coordination (CAC), il serait en mesure de fournir des conseils précieux en ce qui concerne la coordination des opérations du Fonds spécial avec les programmes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Quant au Président de la Banque internationale, il apporterait les connaissances et l'expérience de la Banque en ce domaine ; de plus, en sa qualité de Président de la Banque et, demain, de Président du Conseil d'administration de la Société financière internationale, si celle-ci venait à être constituée, il serait bien placé pour donner l'assurance au Conseil d'administration du Fonds — et, dès lors, aussi à tous les pays participants — que les projets présentés au Fonds spécial pour être financés par lui ne pourraient l'être ni par des prêts ni par le capital privé (chap. VI, par. 58 et 59).

7. Ainsi, le Fonds spécial ne connaîtrait vraisemblablement pas, à ses débuts, les difficultés et mécomptes qui accompagnent généralement les premiers pas de toute organisation nouvelle. Les États participants pourraient, dès l'abord, lui accorder la même confiance que celle qu'ils témoignent à présent aux organisations auxquelles ils contribuent et dont ils ont eu l'occasion d'apprécier l'activité ; celles-ci pourraient faire profiter immédiatement le Fonds spécial des connaissances et de l'expérience acquises au cours de nombreuses années de travail consacrées à la mise en valeur des pays sous-développés.

8. Toute demande d'assistance serait instruite par les institutions internationales existantes qui ont déjà étudié de nombreux projets et programmes de développement mais qui n'ont pu, en l'absence d'un mode de financement adéquat, contribuer à leur réalisation. Dès lors, le Fonds pourrait être saisi, dès sa création, de nombreux projets parfaitement instruits et commencer presque immédiatement son activité (chap. VI, par. 61 à 66).

9. Enfin, nous suggérons que l'Assemblée générale décide de créer le Fonds spécial pour une période de cinq années, afin que les États puissent se prononcer,

après ce délai, en toute connaissance de cause, sur les résultats acquis et sur la formule de structure que nous préconisons. Ainsi, les Etats qui pourraient hésiter à s'engager pour une durée illimitée auraient l'assurance

de pouvoir reconsidérer leurs engagements dans un délai raisonnable si l'activité du Fonds spécial ou son organisation ne leur donnait pas entière satisfaction (chap. III, par. 28).

DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

ALLEMAGNE (voir ci-dessous)

ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A., Alsina 500, Buenos Aires.

AUSTRALIE

H. A. Goddard, 255a George St., Sydney, and 90 Queen St., Melbourne.
Melbourne University Press, Carlton N.3, Victoria.

AUTRICHE (voir ci-dessous)

BELGIQUE

Agence et Messageries de la Presse S.A., 14-22 rue du Persil, Bruxelles.
W. H. Smith & Son, 71-75, boulevard Adolphe-Max, Bruxelles.

BOLIVIE

Librería Selecciones, Casilla 972, La Paz.

BRESIL

Livraria Agir, Rio de Janeiro, São Paulo and Belo Horizonte.

CANADA

Ryerson Press, 299 Queen St. West, Toronto.
Periodica, Inc., 5112 Ave. Papineau, Montreal.

CEYLAN

Lake House Bookshop, The Associated Newspapers of Ceylon Ltd., P.O. Box 244, Colombo.

CHILI

Librería Ivens, Moneda 822, Santiago.
Editorial del Pacifico, Ahumada 57, Santiago.

CHINE

The World Book Co. Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.
The Commercial Press Ltd., 170 Liu Li Chang, Peking.

COLOMBIE

Librería América, Medellín.
Librería Nacional Ltda., Barranquilla.
Librería Buchholz Galería, Av. Jimenez de Quesada 8-40, Bogotá.

COSTA-RICA

Trejos Hermanos, Apartado 1313, San José.

CUBA

La Casa Belga, O'Reilly 455, La Habana.

DANEMARK

Einar Munksgaard, Ltd., Norregade 6, København, K.

EGYPTE

Librairie "La Renaissance d'Egypte," 9 Sh. Adly Pasha, Cairo.

EQUATEUR

Librería Científica, Guayaquil and Quito.

ESPAGNE (voir ci-dessous)

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Int'l Documents Service, Columbia University Press, 2960 Broadway, New York 27, N. Y.

FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE

Editions A. Pedone, 13, rue Soufflot, Paris V.

GRECE

"Eleftheroudakis," Place de la Constitution, Athènes.

GUATEMALA

Goubaud & Cia. Ltda., 5a. Avenida sur 28, Guatemala.

HAITI

Librairie "A la Caravelle," Boîte postale 111-B, Port-au-Prince.

HONDURAS

Librería Panamericana, Tegucigalpa.

HONG-KONG

The Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.

INDE

Oxford Book & Stationery Co., Scindia House, New Delhi, and 17 Park Street, Calcutta.

P. Varadachary & Co., 8 Linghi Chetty St., Madras 1.

INDONESIE

Pembangunan, Ltd., Gunung Sahari 84, Djakarta.

IRAK

Mackenzie's Bookshop, Baghdad.

IRAN

Ketab-Khaneh Danesh, 293 Saadi Avenue, Tehran.

ISLANDE

Bokaverzlun Sigfusar Eymundssonar H. F., Austurstraeti 18, Reykjavik.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores Ltd., 35 Allenby Road, Tel-Aviv.

ITALIE

Librería Commissionaria Sansoni, Via Gina Capponi 26, Firenze.

JAPON (voir ci-dessous)

LIBAN

Librairie Universelle, Beyrouth.

LIBERIA

J. Momolu Kamara, Monrovia.
Albert Gemayel, Monrovia.

LUXEMBOURG

Librairie J. Schummer, Luxembourg.

MEXIQUE

Editorial Hermes S.A., Ignacio Mariscal 41, México, D.F.

NORVEGE

Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo.

NOUVELLE-ZELANDE

United Nations Association of New Zealand, C.P.O. 1011, Wellington.

PAKISTAN

Thomas & Thomas, Fort Mansion, Frere Road, Karachi, 3.

Publishers United Ltd., 176 Anarkali, Lahore.
The Pakistan Cooperative Book Society, Chittagong and Dacca (East Pakistan).

PANAMA

José Menéndez, Plaza de Arango, Panamá.

PARAGUAY

Moreno Hermanos, Asunción.

PAYS-BAS

N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

PEROU

Librería Internacional del Perú, S.A., Lima and Arequipa.

PHILIPPINES

Alomar's Book Store, 749 Rizal Avenue, Manila.

PORTUGAL

Livraria Rodrigues, 186 Rua Aurea, Lisboa.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Librería Dominicana, Mercedes 49, Ciudad Trujillo.

ROYAUME-UNI

H. M. Stationery Office, P.O. Box 569, London, S.E. 1 (and at H.M.S.O. Shops).

SALVADOR

Manuel Navas y Cia., 1a. Avenida sur 37, San Salvador.

SINGAPOUR

The City Book Store, Ltd., Winchester House, Collyer Quay.

SUEDE

C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel A-B, Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE

Librairie Payot S.A., Lausanne, Genève.
Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, Zurich 1.

SYRIE

Librairie Universelle, Damas.

TCHECOSLOVAQUIE

Ceskoslovensky Spisovatel, Národní Trída 9, Praha 1.

THAILANDE

Pramuan Mit Ltd., 55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Isiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

UNION SUD-AFRICAINE

Van Schaik's Bookstore (Pty.), Ltd., Box 724, Pretoria.

URUGUAY

Representación de Editoriales, Prof. H. D'Elia, Av. 18 de Julio 133, Montevideo.

VENEZUELA

Librería del Este, Edificio Galipán, Ave. F. Miranda No. 52, Caracas.

VIET-NAM

Papeterie-Librairie Nouvelle Albert Portail, Boîte postale 283, Saïgon.

YUGOSLAVIE

Drzavno Produzeca, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27-11, Beograd.

Les publications des Nations Unies peuvent également être obtenues aux adresses ci-dessous:

ALLEMAGNE

Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.

W. E. Saarbach, Gereonstrasse 25-29, Köln (22c).

Alex. Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

AUTRICHE

B. Wüllerstorff, Waagplatz, 4, Salzburg.
Gerold & Co., Graben 31, Wien 1.

ESPAGNE

Librería Bosch, 11 Ronda Universidad, Barcelona.

JAPON

Maruzen Company, Ltd., 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de dépositaires peuvent être adressées à la Section des ventes et de la distribution, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique) ou à la Section des ventes, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).